

Résilience pour la Paix (R4P)

Série d'étude : Comprendre les régions frontalières nord de
la Côte d'Ivoire

SÉCURITÉ ET RÉSILIENCE : PERCEPTIONS ET EXPÉRIENCES

Février 2022

Préparé par :

NORC

Equal Access International



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

Ce résumé d'étude est rendu possible grâce au soutien généreux du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu est la responsabilité d'Equal Access International et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Entre les versions anglaise et française de ce document, l'anglais est la version qui fait foi.





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

Table des matières

Table des matières	ii
Liste des tableaux	iii
Liste des figures	iii
Liste des boîtes.....	iii
Abréviations et acronymes.....	iv
Sommaire exécutif	I
Introduction.....	3
Méthodologie	4
Constatations	6
Recommandations.....	28
Références	30





Liste des tableaux

Tableau 1: Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes satisfait ou insatisfait des services suivants dans votre communauté. [Autorisez la réponse « Impossible à évaluer car le service n'est pas disponible dans la communauté »].]	10
Tableau 2: Opinions sur l'insatisfaction à l'égard des services, par région	11
Tableau 3: Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les éléments suivants pour gérer efficacement les problèmes auxquels notre pays est confronté ?	13
Tableau 4: Dans quelle mesure les acteurs suivants sont-ils efficaces pour résoudre les conflits dans votre communauté ?	20
Tableau 5: Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?	21

Liste des figures

Figure 1 : Les plus grands problèmes économiques	8
Figure 2 : Groupes présumés responsables d'attaques	9
Figure 3 : Signes de stress économique	12
Figure 4 : Présence des acteurs de la sécurité dans les communautés	14
Figure 5 : Opinions sur l'efficacité des forces de sécurité à protéger les communautés	14
Figure 6 : Opinions sur les pratiques et les comportements en matière de SFD	16
Figure 7 : Expériences personnelles avec le SFD	20
Figure 8 : Expériences personnelles en matière de corruption	21
Figure 9 : Les acteurs les plus fiables pour la résolution des conflits	23
Figure 10 : Pratiques de résolution des litiges	25
Figure 11 : Opinions des groupes ethniques	26
Figure 12 : Opinions sur la résilience personnelle	28
Figure 13 : Le rôle économique et politique des femmes	29
Figure 14 : Où avez-vous été victime d'abus	31
Figure 15 : Source la plus efficace pour protéger les femmes	32

Liste des boîtes

Boîte 1: Quelles sont les sources religieuses auxquelles les habitants du nord de la Côte d'Ivoire font le plus confiance?	10
--	----





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

Abréviations et acronymes

CEA	Zones d'énumération du recensement
CVE	Lutte contre l'extrémisme violent
EAI	Equal Access International
GPS	Système de positionnement global
INS	Institut national de la statistique
IS	État islamique
NDI	Institut national démocratique pour les affaires internationales
NORC	National Opinion Research Center à l'Université de Chicago
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
R4P	Projet de résilience pour la paix
SDF	Forces de sécurité et de défense
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VEO	Organisation extrémiste violente





Sommaire exécutif

Autrefois épargnée par les attaques des groupes extrémistes armés du Sahel, la Côte d'Ivoire rejoint aujourd'hui d'autres pays d'Afrique de l'Ouest pour faire face au défi de l'extrémisme et d'autres formes de violence perpétrées par des groupes armés et des acteurs criminels opérant depuis le Burkina Faso et le Mali voisins. Au cours des deux dernières années, les militants armés ont étendu leur champ d'action en Côte d'Ivoire, alors que les activités de percée du Burkina Faso et du Mali s'étendent à la région nord du pays - une zone caractérisée par une fragilité économique, sociale et politique. La violence en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest côtière est apparue comme une question de plus en plus préoccupante, car les attaques armées sont en hausse depuis 2016, ce qui présente des défis pour la paix, la sécurité et la stabilité.

Avec ces questions à l'esprit, le projet USAID Résilience pour la Paix (R4P) a mis en œuvre une enquête dans le nord de la Côte d'Ivoire pour explorer les points de vue sur les conditions socio-économiques et la gouvernance, la situation et les services de sécurité, et les atouts de la résilience. Les résultats de l'enquête actuelle constituent des mesures de référence que l'équipe R4P suivra au cours de chaque enquête afin de suivre les changements au fil du temps.

Principales conclusions

Les résultats de l'enquête - menée auprès d'un échantillon aléatoire d'environ 2 468 adultes âgés de 18 ans et plus dans le nord de la Côte d'Ivoire, du 2 au 21 novembre 2021 - sont résumés ci-dessous.

- Les questions économiques, plus que toutes les autres, sont en tête de liste des préoccupations les plus saillantes des Ivoiriens du Nord interrogés. Selon la Banque mondiale, le taux de chômage en Côte d'Ivoire s'élevait à 3,5 % en 2020,

contre 3,2 % en 2019, bien que certains chiffres estiment des taux beaucoup plus élevés de 10 %. Les résidents interrogés dans le nord ont tendance à voir des circonstances économiques personnelles plutôt stagnantes ou en voie de détérioration, puisque plus d'un tiers (36%) disent que leur situation économique personnelle s'est détériorée au cours de l'année dernière (36%) ou n'a pas changé (39%), et seulement environ un quart (27%) voient une amélioration.

- Dans le contexte de plusieurs attaques d'organisations extrémistes violentes (OEV) qui ont récemment ciblé la région du nord, seules quelques personnes mentionnent l'extrémisme violent comme un problème important pour la Côte d'Ivoire. Les résultats suggèrent que les opinions des Ivoiriens du Nord sur l'extrémisme violent sont peut-être encore en train de se former. Par exemple, une partie notable du public désigne les groupes sahéliens comme potentiellement responsables des attaques récentes, et ils semblent être conscients que ces attaques sont inspirées par des groupes extérieurs à la Côte d'Ivoire. Pourtant, une partie de la population, à ce stade, attribue les attaques à « d'autres groupes » ou dit « ne pas savoir », ce qui souligne l'importance de la sensibilisation à l'extrémisme dans le pays.
- Les opinions sur la fourniture de services de base sont variées dans la région du nord, les personnes interrogées critiquant le plus les infrastructures, le manque d'emplois et la couverture Internet/mobile. À Bouna, lieu d'attaques de groupes extrémistes, les opinions sont particulièrement critiques, plus de 40 % des personnes interrogées se demandant également si les forces de sécurité protègent leur communauté. Bien que la Côte d'Ivoire n'ait pas été pénétrée par les groupes extrémistes dans la même





- mesure que ses voisins du Burkina Faso ou du Mali, l'insatisfaction à l'égard des services et les opinions négatives sur les conditions économiques peuvent être utilisées pour développer des récits de griefs qui permettent aux groupes de pénétrer les populations à la frontière nord.
- Une majorité des personnes interrogées pensent que la situation sécuritaire dans leur communauté est assez ou très bonne. Ces évaluations positives se reflètent dans des opinions tout aussi favorables des acteurs de la sécurité. Les personnes interrogées sont largement satisfaites des services des forces de sécurité dans l'ensemble, et la plupart donnent aux Forces de défense et de sécurité ivoiriennes (FDS) des notes élevées pour les enquêtes sur les crimes, le respect de tous les membres de la communauté indépendamment de leur groupe religieux ou ethnique, et l'arrestation juste des individus.
 - Le public interrogé a exprimé une large confiance dans les chefs traditionnels, les leaders religieux et communautaires pour résoudre les problèmes auxquels la Côte d'Ivoire est confrontée. Bien que la plupart fassent également confiance aux acteurs de la sécurité, aux personnalités politiques et aux tribunaux, les proportions d'opinions favorables sont plus faibles en comparaison.
 - Au niveau de la communauté, les chefs, les leaders religieux et communautaires, de manière importante, sont également considérés comme des arbitres efficaces des conflits au niveau de la communauté. Cependant, une majorité substantielle considère également les familles comme un acteur fiable pour résoudre les problèmes communautaires. Les familles sont également perçues comme une source clé d'informations religieuses et vers qui les répondants se tournent lorsqu'ils ont un problème.
 - Au niveau individuel, les ressources de résilience sont également présentes. Les répondants sont plus susceptibles d'utiliser des moyens non violents pour faire face à l'adversité, de se tourner vers leur famille et leurs réseaux de pairs pour discuter de leurs problèmes, d'identifier des personnes qu'ils admirent dans leur communauté et de se sentir capables de protéger leur famille. La résilience peut être plus faible, cependant, en ce qui concerne la capacité des répondants à assurer le bien-être général de leur ménage, car certains se décrivent comme quelqu'un qui ne peut pas prendre soin de sa famille
 - Bien que les perceptions des groupes ethniques soient largement favorables, les Ivoiriens du Nord sont plus susceptibles de considérer les Peuls de manière défavorable que d'autres groupes, bien que de nombreuses personnes interrogées déclarent « ne pas savoir », lorsqu'on leur demande leur opinion sur plusieurs autres communautés ethniques. Cela peut être dû au fait que les répondants n'ont que des contacts ou une familiarité limités avec les autres groupes, dont certains n'ont cependant pas une présence significative dans le nord.
 - Les résultats suggèrent également que les femmes peuvent apporter des contributions en tant qu'agents de résilience. Le public du nord est favorable à certains aspects de l'inclusion économique et politique des femmes ivoiriennes, mais certains peuvent être plus réfractaires à une autonomie totale des femmes, notamment en matière de finances. En outre, bien que la plupart des gens soient ouverts à la candidature des femmes, les hommes sont toujours considérés comme de meilleurs dirigeants que les femmes. Le public rejette catégoriquement la violence à l'égard des femmes, quelle qu'en soit la raison.





Introduction

Le continent africain continue d'être le plus durement touché par le terrorisme au niveau mondial depuis le début de l'année 2021. L'Afrique a connu une recrudescence des attaques de l'État islamique et des groupes extrémistes d'Al-Qaïda, alors que les groupes affiliés continuent d'étendre leur influence, se targuant de gagner des partisans et des territoires et d'infliger des pertes massives dans les États africains. En effet, l'extrémisme violent, en particulier au Sahel, reste l'un des défis les plus importants pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest. L'activité extrémiste violente au Sahel semble se déplacer vers la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire, à plusieurs égards, fait figure d'exception parmi les pays francophones du Sahel. Doté de richesses issues des exportations de cacao, le pays peut se targuer d'être la plus grande économie de la région, à l'exception du Nigeria (Campbell 2021). Après son indépendance de la France en 1960, la Côte d'Ivoire est considérée comme une puissance économique. Le pays est relié par rail et par route à ses voisins plus pauvres et est un pays de destination pour les migrants de la région. Une série de coups d'État, une instabilité croissante et une guerre civile après la mort de Félix Houphouët-Boigny ont toutefois dévasté l'économie du pays. Actuellement, le président Alassane Ouattara, qui a veillé à la revitalisation de l'économie de la Côte d'Ivoire, est confronté à un pays profondément divisé qui, comme dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali, Cameroun et Nigeria), est divisé entre le nord musulman marginalisé et un sud plus prospère considéré par les musulmans comme le foyer des élites du pays (Husted 2020 ; Depagne 2018). Dans une autre ligne de fracture déterminante, un clivage existe entre celui de l'indigène majoritairement chrétien et les immigrants musulmans venus d'ailleurs dans le Sahel francophone.

À cet égard, la Côte d'Ivoire ressemble également à d'autres pays de la région, dont les communautés musulmanes sont vulnérables à la pénétration des groupes extrémistes (Campbell 2021), comme en témoignent les deux attaques de juin 2021 menées à deux mois d'intervalle et visant les forces de sécurité ivoiriennes. Ces incidents font suite à des attaques de militants islamistes en mars contre deux installations militaires à Kafolo et Kolobougou. Les attaques extrémistes violentes sont en hausse en Côte d'Ivoire depuis 2016, lorsque des militants ont attaqué une station balnéaire à Grand Bassam, faisant 19 morts. En juin 2020, des militants ont mené un raid dans le nord, le long de la frontière du Burkina Faso, faisant au moins 13 morts parmi les forces de sécurité. Les groupes auteurs de ces attaques semblent être liés à l'État islamique et à Al-Qaïda et sont basés au Burkina Faso et au Mali. L'activité en Côte d'Ivoire suggère que les organisations pourraient étendre leur portée au sud, vers les pays situés le long du golfe de Guinée.

Les régions de Bounkani (Nassian, Doropo, Téhini), Tchologo (Diawala, Ouangolo, Larelaba), Poro (M'Bengué) et Bagoué (Tengrela), situées le long des frontières communes de la Côte d'Ivoire avec le Mali et le Burkina Faso, sont les zones les plus vulnérables aux attaques extrémistes provenant de ces pays voisins. En plus de leur proximité géographique et de la porosité des frontières, ces régions sont économiquement marginalisées, confrontées à de grandes disparités de revenus et à un manque de services publics. Dans le Bounkani et le Tchologo, par exemple, les taux de pauvreté sont respectivement de 66% et 62%, et dépassent la moyenne nationale. Les services de base sont également inégaux et de qualité variable, un schéma que l'on retrouve dans le présent rapport.



Les groupes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique (ISIS) et d'autres organisations extrémistes violentes (OEV) maintiennent leur capacité à attirer des recrues et des financements, en exploitant astucieusement les opportunités créées par la fragilité des États, la gouvernance excluante, la corruption et les conflits locaux (Grant 2018). Du Sahel et du bassin du lac Tchad à l'Afrique de l'Est et du Sud-Est, les organisations extrémistes violentes ont infiltré les conflits locaux existants et se sont alignées sur les causes locales. Alors que ces groupes établissent de nouveaux points d'ancrage et cherchent à étendre leur portée, il est essentiel d'évaluer et de comprendre les conditions qui façonnent les modèles d'extrémisme violent au Sahel et les implications de l'extrémisme violent pour les pays voisins, comme la Côte d'Ivoire, ainsi que le rôle crucial de la résilience communautaire.

À cette fin, le présent rapport examine les résultats d'une enquête portant sur les perceptions de l'extrémisme violent et de la résilience parmi les résidents du nord de la Côte d'Ivoire. Les résultats abordent plusieurs thèmes clés : les conditions socio-économiques et la gouvernance, les points de vue sur la situation sécuritaire et, enfin, les perspectives sur les sources de résilience. Le rapport se termine par des recommandations pour la programmation. Toutefois, nous décrivons d'abord la méthodologie.

Méthodologie

Les résultats sont basés sur une enquête quantitative en face à face menée auprès d'un échantillon aléatoire d'environ 2 468 adultes, âgés de 18 ans et plus, dans le nord de la Côte d'Ivoire, du 2 au 21 novembre 2021. La marge d'erreur est d'environ +/- 2%.

Échantillonnage

Au total, 11 départements du nord de la Côte d'Ivoire ont été sélectionnés pour la présente enquête : Minignan, Kaniasso, Tengréla, M'Bengué, Ouangolodougou, Ferkessedougou, Kong, Téhini, Doropo, Bouna et Korhogo. Toutes ces localités, à l'exception de Korhogo, se trouvent à la frontière nord.

Dans chaque département, 11 zones d'énumération de recensement (CEA) ont été sélectionnées de manière aléatoire à l'aide des données de l'Institut national de la statistique (INS). Trois autres CEA ont été sélectionnés dans chaque département au cas où des remplacements seraient nécessaires. Au total, 121 CEA principaux ont donc été sélectionnés de manière aléatoire, plus un total de 33 CEA de secours. Des cartes détaillées de chaque CEA sélectionné ont ensuite été obtenues auprès de l'INS pour permettre aux équipes de terrain de les trouver et de s'y orienter.

Dans chaque CEA, une approche de marche aléatoire a été utilisée pour sélectionner les structures. Les superviseurs ont choisi un point de référence (par exemple, une église/mosquée) et les recenseurs se sont dispersés dans différentes directions, choisissant la structure 3rd à leur gauche dans les zones rurales et la structure 5th dans les zones urbaines. Une fois la structure atteinte, l'instrument d'enquête demandait aux recenseurs de dresser la liste de tous les membres du ménage âgés de plus de 18 ans, puis de choisir au hasard une personne à qui l'enquête sera administrée. Le nombre cible de cas par CEA a été fixé à 20, ce qui a permis de réaliser 2 420 enquêtes au total.

Les questionnaires ont été conçus par l'équipe du R4P, et développés en collaboration avec les partenaires locaux. Les





instruments ont été partagés avec USAID, avant d'être traduits en français (voir Annexe A).

Formation

La formation du personnel de terrain a eu lieu du 26 au 29 octobre 2021 à Bouaké. La formation a été suivie d'un pilote sur le terrain le 30 octobre. Contribuant aux objectifs de renforcement des capacités, l'équipe d'enquêteurs était composée de chercheurs locaux et d'étudiants avancés.

Le premier jour de formation s'est concentré sur les introductions et le renforcement de l'esprit d'équipe, la présentation du projet R4P et la mise en place de l'enquête de perception, ainsi que sur l'examen de l'instrument en séance plénière afin d'assurer une compréhension commune de chaque question et choix de réponse et d'adapter la formulation au contexte local. Le deuxième jour, la révision de l'instrument en plénière s'est poursuivie et la formation a porté sur la structure de l'équipe et les rôles et responsabilités des différents postes sur le terrain. Le troisième jour, l'examen de l'instrument en séance plénière a été complété par l'étude des bonnes pratiques d'entretien avec les adultes, de la confidentialité et du consentement éclairé. Le quatrième jour a été consacré à la pratique de l'administration de l'instrument en petits groupes, en utilisant les techniques apprises le jour précédent. Le cinquième et dernier jour de formation a porté sur l'arrivée dans la communauté, le suivi des répondants, les procédures de marche aléatoire, les précautions à prendre en matière de sécurité et de COVID-19, ainsi que sur la pratique en petits groupes.

Le pilote a eu lieu le 30 octobre dans deux communautés situées à environ 5 km à l'ouest de Ferkessédougou et a permis aux superviseurs et aux recenseurs de mettre en pratique tout ce qu'ils avaient appris. Le jour

suivant, le 31 octobre, un débriefing approfondi a été réalisé pour identifier les difficultés, revoir les concepts et processus associés et répondre à toutes les questions. Après le débriefing, un petit quiz couvrant l'ensemble du matériel de formation a été administré.

Travail de Terrain

Le travail de terrain de l'enquête s'est déroulé du 2 au 21 novembre 2021. Au total, huit équipes composées d'un superviseur et de quatre agents recenseurs ont été réparties dans les différents départements ciblés. Les superviseurs étaient en contact quotidien avec le responsable de terrain pour signaler les progrès, les difficultés, et pour envoyer et recevoir des mises à jour sur le contexte sécuritaire de chaque zone. A leur arrivée dans une nouvelle sous-préfecture, les équipes ont rencontré les autorités administratives locales avant de commencer leur travail. Dans chaque communauté sélectionnée, elles ont également rencontré au préalable le chef de la communauté et/ou le chef traditionnel pour expliquer leur visite

Enjeux

- Les barrières linguistiques locales ont été le principal défi rencontré lors du travail de terrain de l'enquête. Bien que les équipes aient été formées de manière à inclure un éventail de compétences linguistiques locales et que chaque équipe ait été affectée à des zones géographiques correspondant aux compétences linguistiques de ses membres, des différences régionales en matière de dialectes et la présence de communautés parlant des langues locales moins courantes se sont produites à l'occasion. Les enquêteurs ont toutefois déclaré qu'ils se familiarisaient rapidement avec les dialectes régionaux ou qu'ils trouvaient généralement une langue commune permettant de mener l'entretien.



- Un autre défi était la difficulté d'accéder physiquement à certains CEA, où même les véhicules 4x4 ne pouvaient pas circuler. Les équipes ont utilisé des motos locales chaque fois que possible pour relever ce défi
- La sécurité a été le troisième défi rencontré. Dans quelques cas, principalement dans les départements de Doropo et de Bouna, les CEA sélectionnés ont dû être remplacés par des substituts sur la base des conseils des autorités locales, des forces de sécurité ou du responsable de terrain.
- Un dernier défi était la réception d'internet. L'équipe a mené les enquêtes à l'aide de tablettes et a également enregistré les coordonnées du système de positionnement global (GPS). Toutefois, la réception inégale d'Internet a parfois empêché la saisie des données GPS. Cela n'a pas empêché l'équipe de capturer suffisamment de données GPS pour la plupart des observations afin de comprendre certaines tendances géographiques.

Comme l'équipe a été en mesure d'atténuer et de répondre aux développements inattendus susmentionnés, aucun d'entre eux n'a empêché la réalisation d'une enquête fiable permettant d'arriver à des conclusions généralisables.

Constatations

Conditions Socio-économiques et Gouvernance

La croissance économique est restée stable en Côte d'Ivoire depuis 2012, le ralentissement économique dû à la pandémie mondiale a quelque peu ralenti la croissance. Selon la Banque mondiale, le chômage a augmenté en 2020 pour atteindre 3,5 %, contre 3,2 en 2019, une évolution attribuée à la pandémie de COVID-19. D'autres chiffres estiment toutefois des taux plus

élevés de 10 %. Si la Côte d'Ivoire reste une puissance économique en Afrique de l'Ouest, les taux de pauvreté sont encore assez élevés, à 39 % : à l'échelle nationale, c'est une baisse par rapport à 2015, où les taux tournaient autour de 46 %, mais notamment les taux de pauvreté du secteur rural ont augmenté de 2,4 % sur la même période. Le pays est fortement dépendant de l'activité agricole, avec 60 % d'employés dans la production de petites cultures commerciales.

Malgré son rétablissement après la guerre civile, la Société financière internationale (SFI) et la Banque mondiale notent que la Côte d'Ivoire est à la traîne par rapport à d'autres pays africains pour certains indicateurs, tels que l'investissement privé, la promotion d'une croissance économique inclusive et la lutte contre la corruption (Banque mondiale 2020).

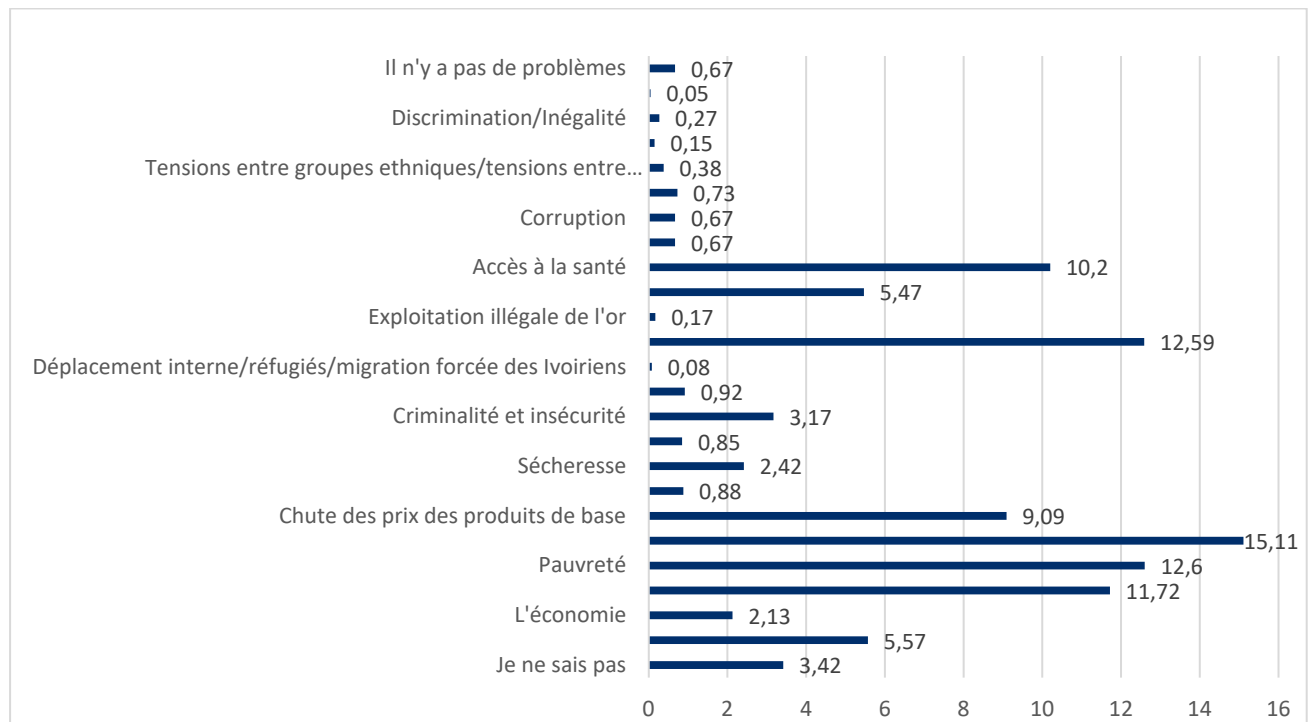
Dans ce contexte, la population interrogée dans le Nord estime que la Côte d'Ivoire va globalement dans la bonne direction (76%) plutôt que dans la mauvaise (18%). Lorsqu'on leur demande de choisir les trois principaux problèmes auxquels la Côte d'Ivoire est confrontée aujourd'hui, les questions économiques sont les plus importantes pour les populations interrogées dans le nord, puisque 56%, dans l'ensemble, citent en premier lieu le chômage, la pauvreté, le coût de la vie, la baisse des prix des matières premières et « l'économie » en général comme les problèmes les plus importants auxquels la Côte d'Ivoire est confrontée aujourd'hui. Environ un cinquième d'entre eux mentionnent les infrastructures (19%) comme le problème le plus important, suivi de l'accès aux soins de santé (6%) ou à l'éducation (2%) ; les divisions politiques, considérées par seulement 1% comme le problème le plus important (voir Figure 1).



Les Ivoiriens interrogés dans le Nord ont des avis partagés sur leur situation économique régionale et personnelle. Ils sont aussi nombreux à dire que les conditions économiques dans le nord sont bonnes (49%) qu'à penser qu'elles sont mauvaises (49%). De plus, les répondants ont tendance à voir une stagnation ou une

détérioration de leurs conditions économiques personnelles au cours de l'année écoulée, puisque plus d'un tiers (36%) disent que leur situation économique personnelle par rapport aux autres Ivoiriens s'est détériorée au cours de l'année écoulée (36%) ou n'a pas changé (39%). Seul un quart environ (27%) voit une amélioration.

Figure 1: Les plus grands problèmes économiques



Peu de personnes interrogées dans le nord (1%) ont identifié l'extrémisme violent comme l'un des plus grands problèmes auxquels le pays est confronté, un résultat qui peut être attribué à une sensibilisation et une information limitées. Par exemple, lorsqu'on leur a demandé de choisir dans une liste le groupe qu'ils pensaient être le plus probablement responsable des récentes attaques dans le nord, 41% ont répondu « djihadistes » ou ont fait plus

spécifiquement référence à Kitaba Macina, à des groupes affiliés à l'État islamique ou à des groupes liés à Al-Qaïda.

Quelques-uns (2%) pensent que les groupes ethniques de leur communauté sont responsables, dont 1% qui désignent les Peuls. Environ un quart (24%) ont attribué les attaques aux opérateurs économiques,¹ et une faible proportion a désigné les politiciens (2%). Cependant, les Ivoiriens du Nord ont le plus souvent déclaré que « d'autres »

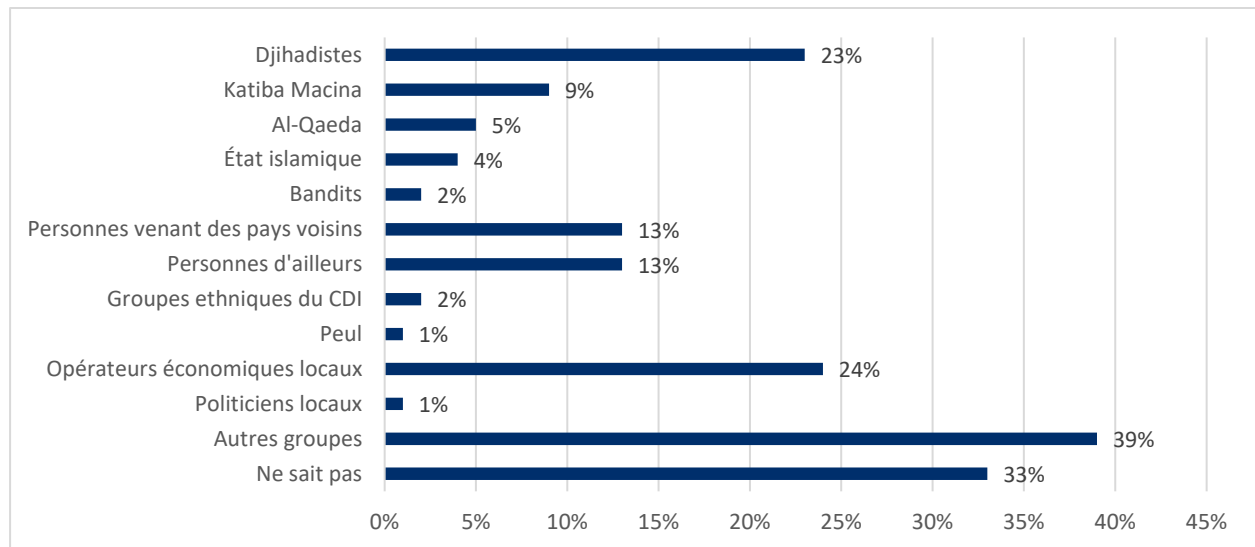
¹ Les "opérateurs économiques" font référence à ceux qui peuvent exploiter des mines d'or ou se

livrer à des activités illicites autour des ressources naturelles.



étaient responsables (39%) ou ont dit « ne pas savoir » (33%) (voir figure 2).

Figure 2: Groupes présumés responsables d'attaques



Nota Bene: La somme des pourcentages de la figure 1 est supérieure à 100%, car l'enquête permettait des réponses multiples par répondant.

La privation économique est la principale raison pour laquelle les individus rejoignent les groupes extrémistes, selon les personnes interrogées. Les personnes interrogées sont convaincues que les individus rejoignent les groupes en raison des opportunités financières (48%) et du manque d'emploi ou de la pauvreté (33%), suivis par une mauvaise interprétation de la religion (12%), la défense de l'identité religieuse (7%), le désir de position de pouvoir (6%) l'érosion de la

tradition (5%), ou la mauvaise gouvernance et les abus de sécurité (3%). Des pourcentages tout aussi faibles ont mentionné la stigmatisation (3%).

Malgré des points de vue différents sur les sources de l'EV, les populations du nord sont néanmoins pratiquement unanimes (94% contre 5%) dans leur opposition à l'utilisation de la violence contre les civils pour des causes religieuses ou politiques.

Boîte 1: Quelles sont les sources religieuses auxquelles les habitants du nord de la Côte d'Ivoire font le plus confiance?

Les chefs religieux et la famille sont des sources importantes d'information et de pratique religieuse. La Côte d'Ivoire est un pays diversifié sur le plan religieux, composé de 10 % de pratiquants de la religion animiste, et de pourcentages à peu près similaires de musulmans (40 %) et de chrétiens (30 %-40 %) à l'échelle nationale (INS 2014), bien que les musulmans soient majoritaires dans le nord. Reflétant ce schéma, la plupart des personnes interrogées dans le nord se décrivent comme musulmanes (64%), et 13%



s'identifient comme chrétiennes, ou suivent des religions traditionnelles (13%), tandis que moins de 10% se décrivent comme « non-croyants » (8%), Poro (1%), ou « autres » (.2%).

Selon une étude du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur l'extrémisme violent chez les jeunes, les processus de radicalisation au niveau individuel peuvent inclure l'exposition aux enseignements religieux par le biais d'institutions et de mécanismes informels, tels que la famille, les mosquées, les professeurs de religion itinérants ou les médias sociaux. L'interaction avec ces sources d'information peut exposer les individus, en particulier les jeunes, à une rhétorique et à des informations qui limitent l'utilisation de la pensée critique et des perspectives alternatives. Par conséquent, les perceptions selon lesquelles « la religion est menacée » peuvent devenir un indicateur de griefs fondés sur le contexte (2017, p. 5).

Les résultats de l'enquête vont dans ce sens. La majorité (75%) des répondants interrogés dans le nord de la Côte d'Ivoire disent avoir appris à pratiquer leur religion au sein de leur famille. Un examen plus approfondi des résultats montre que les répondants musulmans sont plus susceptibles (89%) d'avoir appris les pratiques au sein de la cellule familiale que dans les mosquées (7%). Parmi les chrétiens, la moitié (51%) ont appris les pratiques religieuses au sein de la famille, tandis que 34% l'ont fait à l'église. **Il convient de noter que la plupart des musulmans (65%) disent ne pas avoir confiance dans leur compréhension des enseignements religieux, et 58% des chrétiens sont du même avis.**

Lorsque les répondants de la population générale de l'enquête souhaitent s'informer sur les questions religieuses, les amis et la famille restent essentiels, puisque près d'un cinquième (17%) disent s'en remettre le plus souvent à des proches pour obtenir des informations religieuses, mais la pluralité (42%) se tourne le plus souvent vers les chefs religieux. Parmi les groupes religieux, les musulmans sont un peu plus nombreux (59%) à se tourner vers les chefs religieux, et plus de la moitié des chrétiens interrogés le font également (52%). Dans l'ensemble de la population, les personnes interrogées sont moins nombreuses à se tourner vers la radio religieuse nationale (16 %) ou locale (15 %), et environ un cinquième d'entre elles disent se fier principalement à la télévision, mais 15 % se tournent le plus souvent vers des sources en ligne, notamment les médias sociaux, l'internet ou les applications de messagerie, mais presque autant n'utilisent « aucune source ». La presse écrite est à peine utilisée comme source d'information sur les questions religieuses.

Pour les informations sur les événements et les développements affectant la Côte d'Ivoire en tant que pays, cependant, la plupart (52%) se tournent vers la télévision, suivie par la radio nationale (37%), la radio locale (17%) ou la radio internationale (10%), mais près d'un tiers utilise le bouche-à-oreille (28%). Le public interrogé est plus susceptible d'utiliser des sources en ligne pour les nouvelles du pays que pour les nouvelles religieuses, 26 % se fiant



aux médias sociaux, à Internet ou aux applications de messagerie pour obtenir des nouvelles. Seulement 1 % utilise la presse écrite.

En ce qui concerne l'évaluation de la satisfaction des besoins fondamentaux et autres dans le pays, le public interrogé est **le plus satisfait de la prestation de services pour l'éducation formelle (62%) et de la sécurité quotidienne et de la prévention du crime (64%), y compris la protection contre les ennemis étrangers (65%)**. Cependant, les personnes interrogées se montrent beaucoup plus critiques à l'égard de la disponibilité des opportunités d'emploi et

des infrastructures, conformément à leur identification de ces questions comme étant des préoccupations majeures pour la Côte d'Ivoire aujourd'hui. Les services d'électricité et de santé, la disponibilité de l'eau potable et la couverture des réseaux de téléphonie mobile et d'Internet ont également été mal notés, selon les résultats de l'enquête. Pour certains services, entre 20% et 30% ou plus déclarent que ces services ne sont pas disponibles dans leur région (voir tableau 1)

Tableau 1: Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes satisfait ou insatisfait des services suivants dans votre communauté. [Autorisez la réponse « Impossible à évaluer car le service n'est pas disponible dans la communauté »].]

	Très/Plutôt satisfait	Très/plutôt insatisfait	Impossible d'évaluer, car le service n'est pas disponible dans ma communauté
Éducation formelle	62%	26%	8%
Sécurité	64%	28%	6%
Protection contre les ennemis étrangers	65%	25%	6%
Électricité	53%	21%	17%
Réseau mobile et couverture internet	51%	37%	12%
L'eau potable	46%	34%	19%
Services de santé	42%	30%	25%
Transport/Infrastructure/Roues	29%	51%	20%
Opportunités d'emploi	13%	49%	36%

Si l'on regarde de plus près les évaluations des services entre les régions, on constate des variations selon les localités : une majorité à Bouna, site d'attaques extrémistes, critique les services de sécurité, et est largement frustrée par l'état des infrastructures, qui est une source de

consternation pour la plupart des localités étudiées, notamment Kaniasso, Kong, M'Bengue, Minignan, Téhini et Tengrela. L'eau potable est un problème particulier pour Doropo, Kaniasso et Minignan, et encore plus pour les répondants de Téhini (voir tableau 2).



Tableau 2: Opinions sur l'insatisfaction à l'égard des services, par région

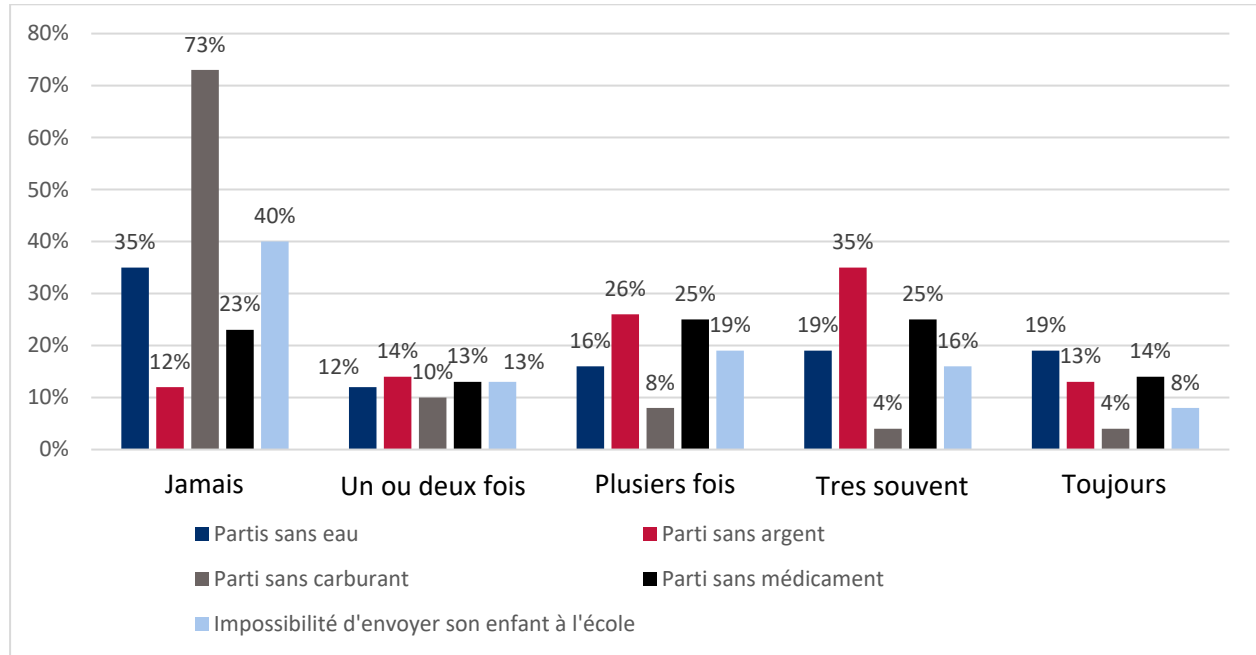
	Éducation formelle	Sécurité	Protéger contre les ennemis étrangers	Électricité	Couverture Internet/mobile	L'eau potable	Services de santé	Infrastructure	Opportunités d'emploi
Bouna	26%	75%	71%	25%	49%	46%	30%	93%	26%
Doropo	36%	39%	38%	19%	34%	57%	29%	45%	36%
Ferkessédougou	20%	23%	18%	16%	36%	23%	29%	46%	20%
Kaniasso	39%	36%	40%	27%	52%	58%	38%	64%	39%
Kong	36%	23%	22%	37%	48%	55%	19%	50%	36%
Korhogo	29%	25%	24%	27%	32%	37%	26%	45%	29%
M'Bengue	15%	9%	6%	15%	43%	23%	9%	67%	15%
Minignan	23%	35%	36%	46%	48%	60%	47%	92%	23%
Ouangolodougou	25%	15%	14%	13%	39%	27%	23%	47%	25%
Téhini	28%	42%	23%	47%	37%	79%	22%	76%	28%
Tengrela	31%	31%	25%	37%	48%	35%	35%	53%	31%



À l'image de ces opinions, le stress économique semble commun à l'ensemble de la population interrogée. Environ un tiers des personnes interrogées déclarent avoir dû se

passer d'eau pour leur usage domestique, d'argent liquide ou de médicaments plusieurs fois ou plus fréquemment au cours de l'année écoulée (voir figure 3).

Figure 3: Signes de stress économique



Le déclin démocratique est une tendance croissante en Afrique de l'Ouest côtière (Freedom House 2021), et le statut de la démocratie est fragile en Côte d'Ivoire. Après les guerres civiles de 2002-2007 et 2010-2011, le pays, une décennie après le dernier conflit, est toujours confronté à des troubles persistants et à des tensions politiques autour des luttes de pouvoir et de la compétition électorale.

Le président Alassane Ouattara a modifié la constitution du pays pour s'octroyer un troisième mandat, et la population se heurte à des obstacles pour participer pleinement aux processus politiques, notamment la représentation dans les partis politiques. L'accès à l'influence politique et aux opportunités économiques serait largement déterminé par les réseaux politiques.

Peut-être pour ces raisons et en raison d'évaluations inégales de la prestation de services, seule la moitié environ (53%) des Ivoiriens du Nord exprime sa confiance dans les dirigeants politiques pour gérer efficacement les problèmes du pays, et ils sont encore moins nombreux à faire confiance à l'Assemblée nationale et au Sénat (44%), ou aux tribunaux pour le faire (52%). En revanche, environ deux tiers (62% à 69%) pensent que les acteurs ivoiriens de la sécurité, en particulier les dozors, peuvent gérer efficacement les problèmes de la Côte d'Ivoire. Les perceptions positives peuvent être le résultat des niveaux de violence limités observés jusqu'à présent en Côte d'Ivoire par rapport à ceux des pays voisins. L'opinion pourrait toutefois changer si les attaques des groupes armés augmentaient.



Dans le même temps, les Ivoiriens sont beaucoup plus nombreux à se tourner vers les dirigeants communautaires, les chefs religieux et les chefs traditionnels pour résoudre les problèmes du pays (voir tableau 3).

Tableau 3: Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les éléments suivants pour gérer efficacement les problèmes auxquels notre pays est confronté ?

	Très/plutôt confiant	Seulement un peu/ Aucune confiance du tout
Dozos	69%	17%
Militaire	66%	24%
Gendarmerie	68%	26%
Agents des eaux et forêts	65%	24%
Police	62%	28%
Gardes-frontières	59%	26%
Chefs traditionnels	91%	7%
Leaders religieux	88%	7%
Leaders communautaires	80%	14%
Dirigeants régionaux et municipaux	63%	27%
Leaders politiques	53%	37%
Tribunaux	52%	24%
Assemblée nationale et Sénat	44%	24%

Les relations des électeurs avec les politiciens pourraient être plus fortes, dans un contexte de confiance tempérée dans les acteurs politiques. L'efficacité politique semble assez élevée parmi la population interrogée, comme le montrent les résultats de l'enquête, car les personnes interrogées pensent qu'elles ont la possibilité d'influencer le gouvernement et les affaires politiques. Par exemple, de larges majorités affirment que « les gens comme moi peuvent faire la différence dans notre pays » (69%), « je peux voter pour qui je veux » (91%), et « les gens comme moi peuvent rejoindre n'importe quelle organisation politique que nous voulons » (86%). Des questions se posent toutefois quant à la réactivité des politiciens, les personnes interrogées ne sachant pas si « les politiciens écoutent les gens comme moi lorsque nous souhaitons exprimer notre point de vue sur l'évolution de notre pays » (43% d'accord contre 46% de désaccord) et

si les opinions peuvent être exprimées sans représailles (40% d'accord contre 55% de désaccord).

Sécurité

Les attitudes envers les conditions de sécurité dans les communautés et les acteurs de la sécurité sont positives. Les acteurs de la sécurité ne suscitent peut-être pas autant de confiance que les acteurs locaux (par exemple, les chefs traditionnels, les leaders religieux et communautaires) quant à leur capacité à gérer les problèmes au niveau national, mais dans leur rôle plus circonscrit de protection, la population interrogée a des perceptions positives. Près des trois quarts (74%) de la population interrogée dans le nord pensent que la situation sécuritaire dans leur communauté est généralement bonne, et environ un quart (25%) disent qu'elle est mauvaise.



Les personnes interrogées semblent voir une présence sécuritaire assez importante dans leurs communautés : entre 57% et 79% disent que la police, la gendarmerie, les FDS sont présents dans leur région, tout comme les dozos et les agents des eaux et forêts. Environ la moitié (50%) voit des groupes de défense civile, et seulement une poignée remarque des groupes d'auto-défense (4%).

Parmi ces opinions, 75% sont d'accord (contre 21%) pour dire que les forces de sécurité protègent leurs communautés contre les dangers, et un pourcentage encore plus important (90%) pense que les groupes d'autodéfense communautaires protègent également les communautés.

Figure 4: Présence des acteurs de la sécurité dans les communautés

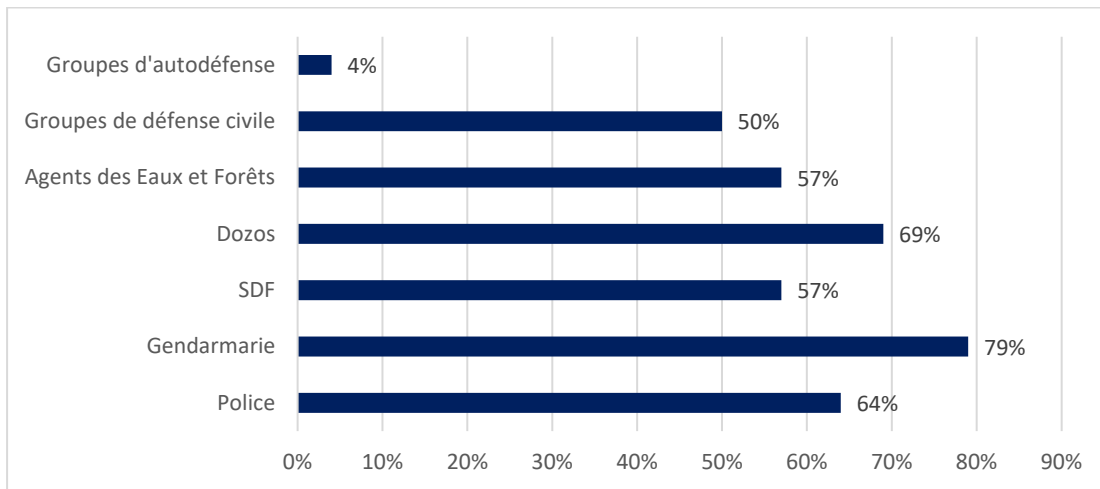
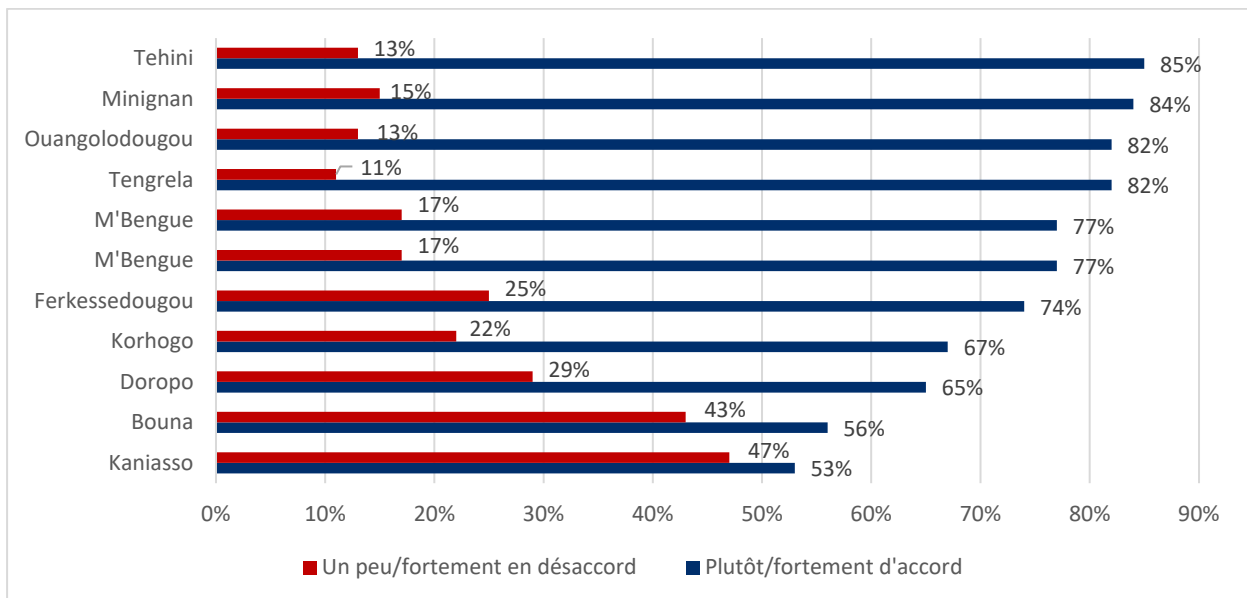


Figure 5: Opinions sur l'efficacité des forces de sécurité à protéger les communautés





Dans toutes les régions de l'enquête, à Bouna, où le public est largement insatisfait des services de sécurité en général, 56% pensent que les forces de sécurité peuvent protéger efficacement leur communauté, une opinion partagée par 53% à Kaniasso. Il convient de noter que ces proportions sont inférieures à celles de toutes les autres régions étudiées. Dans les deux localités, 43% et 47%, respectivement, doutent que les forces de sécurité puissent protéger leur communauté, des chiffres plus élevés sur cette mesure que dans toute autre région (voir Figure 5).

En partageant leurs opinions sur les menaces spécifiques à la sécurité, la population interrogée dans le nord est généralement peu préoccupée par certains acteurs, tels que les ex-combattants. Au moins 42 564 combattants sont sortis de la première guerre civile de Côte d'Ivoire, qui a duré cinq ans, de 2002 à 2007. À la fin de la deuxième guerre civile ivoirienne, une conflagration d'un an qui a duré de 2010 à 2011, le nombre d'ex-combattants a augmenté de façon spectaculaire pour atteindre 74 000. Le gouvernement ivoirien a lancé une initiative de désarmement, de démobilisation et de réhabilitation (DDR) destinée à favoriser la réintégration économique et sociale des anciens soldats. Cependant, certains anciens combattants sont confrontés à des défis importants, notamment ceux qui n'ont pas été enrôlés dans l'armée. Les demandes de compensation financière des anciens combattants n'ont pas abouti, ce qui a déclenché des épisodes de protestation violente, et ils sont confrontés à des difficultés dans un contexte de formation professionnelle et de perspectives d'emploi limitées, contrairement aux anciens soldats enrôlés qui ont été intégrés dans l'armée et reçoivent une compensation financière. Néanmoins, la population interrogée ne s'inquiète pas des ex-combattants, car la plupart (67 % contre 19 %) affirment qu'ils ne

constituent pas une menace pour la sécurité de leur communauté.

Les personnes interrogées ont été interrogées de la même manière sur un autre segment de population clé - les jeunes - qui représentent environ 60% de la population en Côte d'Ivoire. Selon Sommers (2019), les jeunes sont stigmatisés dans de nombreux pays à travers le monde, souvent considérés comme une catégorie lumpen, largement généralisée comme « gênante » ou une « menace » à gérer plutôt qu'à engager. Pour comprendre les motivations, les décisions et l'engagement des « jeunes » dans des activités pacifiques ou violentes, il faut toutefois savoir que les jeunes sont loin d'être homogènes. Les moyens de subsistance, l'ethnicité, le sexe et les niveaux d'éducation façonnent de manière unique les expériences des jeunes et leur vision de leur position dans la société. Dans l'enquête actuelle, 57 % de la population générale déclarent ne pas avoir suivi d'enseignement formel. Les stéréotypes et la stigmatisation constituent des obstacles à la pleine intégration économique et politique des jeunes, une question qui pourrait être comprise par la population, dont la plupart (62%) pensent que les jeunes ne constituent pas une menace. Un tiers (32%), cependant, n'est pas d'accord, ce qui suggère que certains peuvent avoir des perceptions négatives du segment des jeunes du pays.

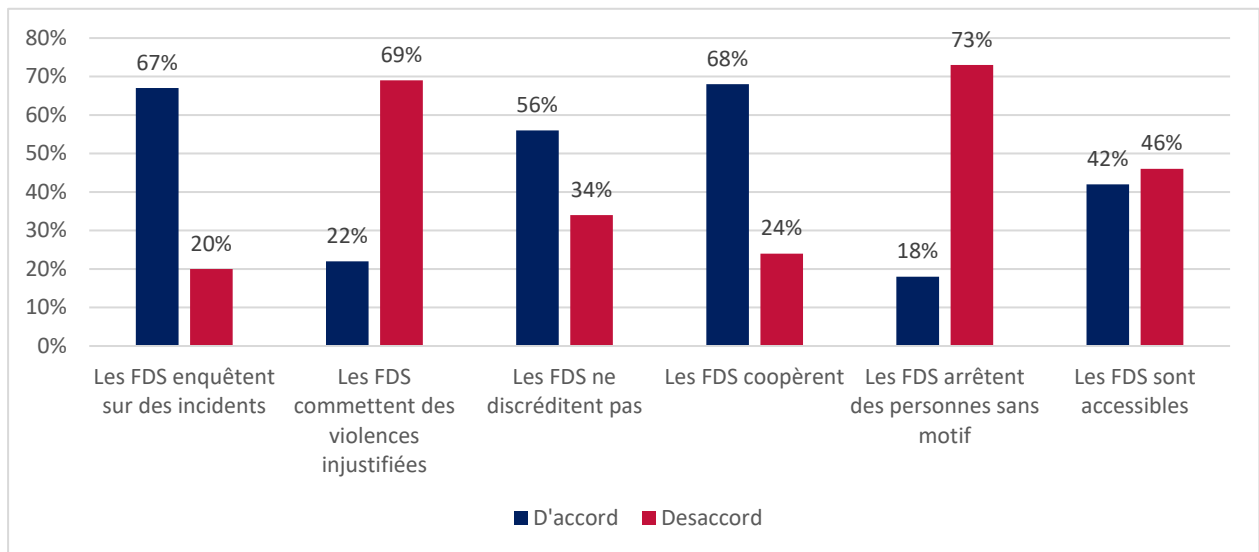
Les interactions à l'échelle de la communauté et les interactions personnelles avec les FDS semblent différer. L'opinion générale sur les forces de sécurité étant largement favorable, les perceptions des pratiques et du comportement des FDS parmi la population interrogée sont également largement positives. Plus précisément, plus des deux tiers des personnes interrogées dans le nord pensent que les SDF enquêtent sur les incidents et les crimes signalés par la population qu'ils ne font pas de



discrimination à l'encontre des membres de la communauté et qu'ils coopèrent avec eux (voir figure 6). En outre, seules des minorités (18% contre 73%) pensent que les SDF arrêtent des personnes sans motif valable ou commettent des violences injustifiées contre la population (22% contre 69%). Les

communautés sont cependant divisées sur la question de savoir si les SDF sont généralement accessibles aux membres de leur communauté, puisqu'elles sont à peu près aussi nombreuses à dire que les SDF sont accessibles à leur communauté (42%) qu'à dire qu'elles ne le sont pas (46%).

Figure 6: Opinions sur les pratiques et les comportements en matière de SFD

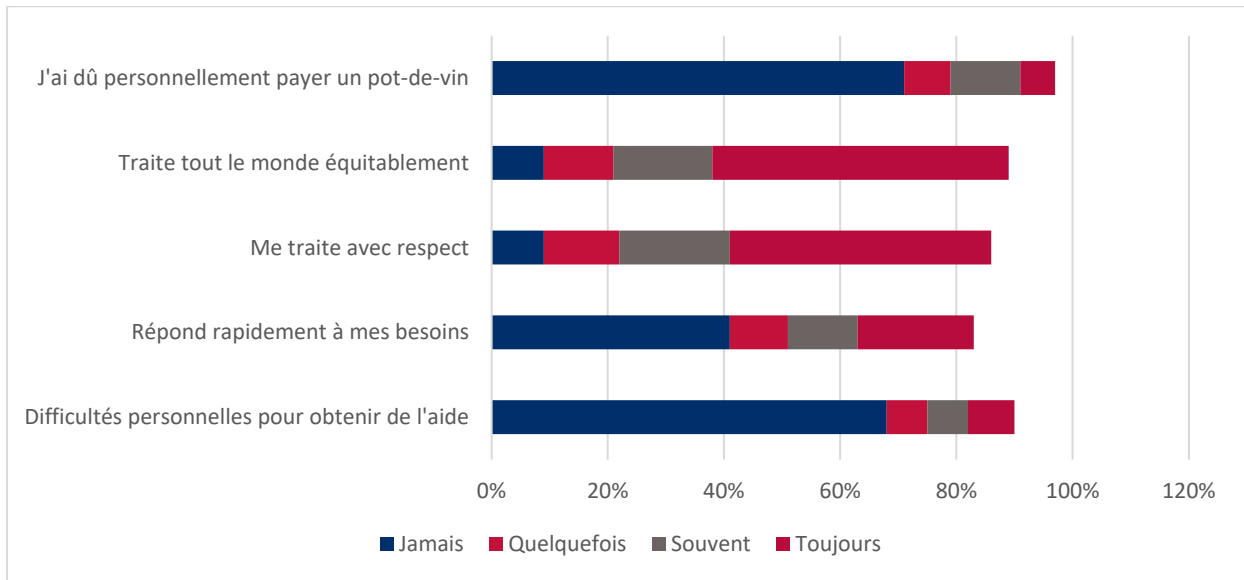


Les expériences personnelles des répondants sont, en revanche, plus diverses en ce qui concerne les pratiques et le comportement des SFD. Si la plupart (68%) n'ont jamais eu de difficultés personnelles à obtenir de l'aide de la part du SDF, 43% rapportent que le SDF ne répond jamais rapidement à leurs besoins (41%). Dans le

même temps, 45% des personnes interrogées pensent qu'elles sont traitées avec respect dans leurs interactions avec le SDF et la moitié (51%) disent que le SDF traite toujours tous les membres de la communauté de la même manière, indépendamment de leur origine ethnique ou de leur religion (voir figure 7).



Figure 7: Expériences personnelles avec le SFD

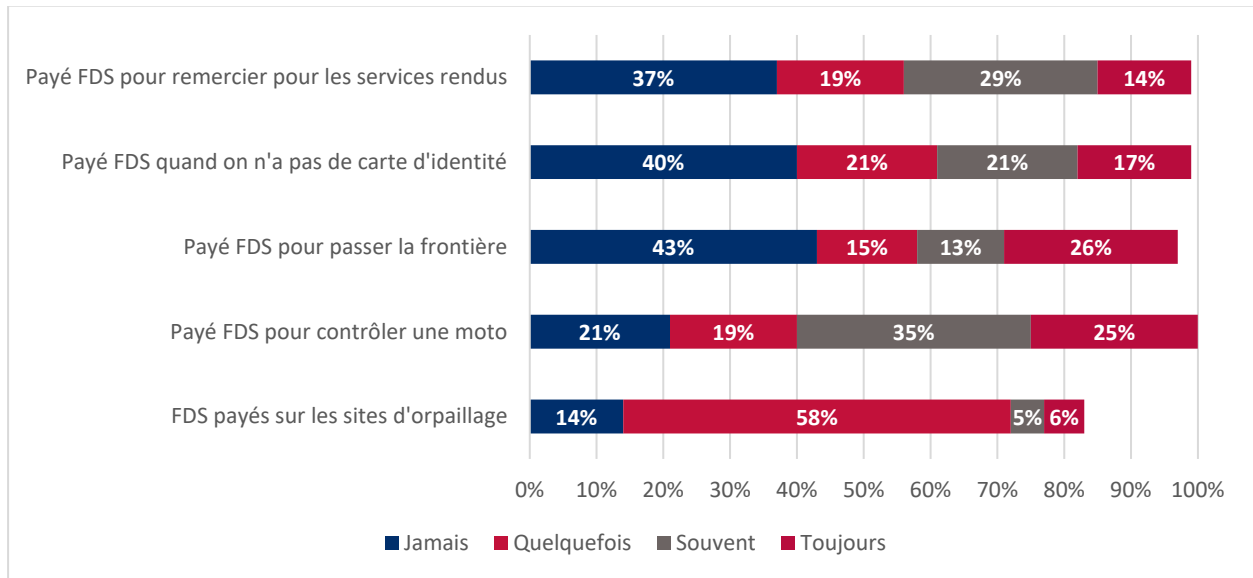


Alors que la plupart des répondants (71%) affirment n'avoir jamais payé de pot-de-vin pour recevoir l'aide d'un membre des SFD, les résultats de l'enquête révèlent des nuances, lorsque les répondants ont été interrogés sur des incidents spécifiques de corruption, comme l'illustre la figure 8. Par exemple, une majorité (58%) déclare avoir dû personnellement payer les SFD sur les sites d'orpaillage. Et environ 20 à 35% ont au moins parfois dû payer les SFD pour des services rendus, ou doivent payer les SFD lorsqu'ils n'ont pas de carte d'identité, pour

traverser la frontière, ou lorsqu'ils sont arrêtés pour faire contrôler leur moto. Dans ce dernier cas, il s'agit de personnes qui sont arrêtées arbitrairement pour prendre le contrôle du véhicule ou pour vérifier des papiers. En ce qui concerne les principaux indices de corruption, la Côte d'Ivoire s'est améliorée, obtenant un classement de 105 sur 180 pays en 2021, contre 136 en 2013. Toutefois, les résultats de l'enquête montrent qu'une plus grande attention est peut-être encore nécessaire.



Figure 8: Expériences personnelles en matière de corruption



Les Atouts de la Résilience

La littérature sur l'extrémisme violent et les conflits met en évidence l'importance de la résilience pour atténuer et prévenir efficacement les conflits et l'extrémisme violent et les défis qui y sont liés. La résilience est définie comme « la capacité des personnes, des ménages, des communautés, des pays et des systèmes (sociaux, économiques, écologiques) à atténuer les chocs et les stress, à s'y adapter et à s'en remettre de manière à réduire la vulnérabilité chronique et à faciliter la croissance inclusive » (USAID, 2012).

La résilience est un concept multidimensionnel qui englobe le bien-être face à l'adversité :

- Au niveau individuel, reflétant la mesure dans laquelle un individu est capable de préserver sa propre santé, son bien-être et ses moyens de subsistance ; au niveau communautaire, reflétant la mesure dans laquelle les membres de la communauté sont capables de coopérer et de se soutenir mutuellement afin de préserver

le bien-être général de la communauté dans son ensemble.

- Et au niveau du pays, reflétant la mesure dans laquelle le gouvernement d'un pays, travaillant en coordination avec ses citoyens, est capable de mettre en place une réponse qui atténue les impacts des chocs et gère et soutient efficacement le bien-être de ses citoyens.

Au niveau communautaire, sur lequel portent la plupart des programmes de lutte contre l'extrémisme violent (CVE), l'un des éléments les plus importants de la structure sociale d'une société est la cohésion sociale, qui traduit la force des relations entre les membres d'une communauté. Un élément de la cohésion sociale est celui du capital social, qui se réfère au degré de confiance, de fiabilité et de coopération dans une société ou au sein d'une communauté ou d'un groupe social (Ostrom & Ahn, 2009, Putnam, 2001) qui peut être défini par la religion ou l'ethnicité. Présentes, sont les normes de réciprocité communautaire et les mécanismes d'« assurance sociale », par lesquels les membres de la communauté aident les autres qui peuvent être affectés négativement par un choc. Il peut aussi y





avoir des normes de participation politique pour faire avancer les objectifs du groupe (Putnam, 2001). En même temps, cependant, les communautés peuvent utiliser le capital social comme une force destructrice contre des groupes extérieurs rivaux (Fukuyama, 2001 ; Berman, 1997 ; Chambers et Kopstein, 2001). En outre, une solidarité excessive au sein du groupe peut engendrer l'intolérance, la méfiance, la discrimination et les conflits avec les membres des groupes extérieurs (Scacco et Warren, 2018).

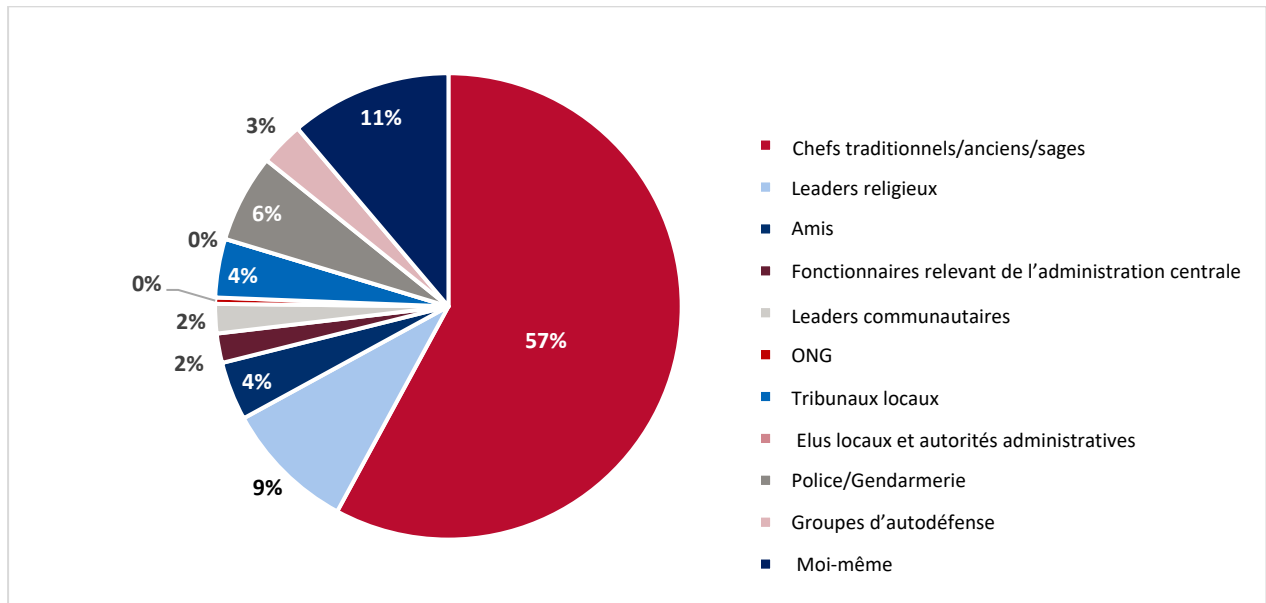
La littérature sur la résilience et la cohésion sociale souligne également l'importance des familles, qui peuvent être à la fois une source de protection et de risque pour l'engagement des jeunes dans la violence. La faiblesse des structures familiales peut contribuer à la vulnérabilité au recrutement de groupes extrémistes. Les dysfonctionnements, les mauvaises relations et la violence entre pairs peuvent entraîner un isolement et une désaffection qui rendent les individus, en particulier les jeunes, vulnérables au recrutement d'OVE (Campelo 2018). En outre, il a été constaté que la famille et les amis qui peuvent avoir leur propre affiliation avec les OVE lient les recrues potentielles aux organisations, permettant ainsi leur participation. Les réseaux familiaux et de pairs positifs, en revanche, peuvent avoir l'effet inverse. Des liens étroits mettent les familiers à proximité des jeunes, de sorte que

les parents ou les amis peuvent identifier les changements de comportement, être des sources d'information ou des confidentiels. L'environnement nourricier global est un rempart contre le recrutement et la participation aux conflits et à la violence (Cragin 2015). Dans le même temps, les figures communautaires de l'environnement social d'une personne peuvent également constituer un facteur de protection. Les figures religieuses, les enseignants, les militants, ainsi que les parents et autres soignants, peuvent être considérés comme des modèles de rôles qui affichent des comportements et des valeurs susceptibles d'être imités par d'autres.

Les résultats de l'enquête suggèrent que plusieurs atouts de résilience peuvent exister au niveau des communautés du nord de la Côte d'Ivoire. Une large majorité (89%) est susceptible d'engager des discussions avec des membres d'autres groupes ethniques pour résoudre des conflits. En choisissant l'acteur auquel ils font le plus confiance pour résoudre les conflits importants dans une question fermée, la population interrogée dans le nord choisit le plus souvent les chefs traditionnels/vétérinaires (57%), de loin, par rapport aux autres acteurs. Le pourcentage suivant, le plus élevé, se choisit lui-même (voir figure 9).



Figure 9: Les acteurs les plus fiables pour la résolution des conflits



Cependant, d'autres figures locales sont jugées crédibles par la population interrogée dans le nord de la Côte d'Ivoire. **Par exemple, les membres de la famille immédiate, les chefs traditionnels, les leaders religieux et les leaders communautaires sont considérés comme des intermédiaires précieux**

dans la résolution des conflits au niveau communautaire, puisque 88% à 95% les considèrent comme efficaces pour résoudre les conflits dans les communautés. De plus petites majorités, en revanche, considèrent les élus, les acteurs de la sécurité ou les tribunaux comme des arbitres efficaces des conflits (voir tableau 4).

Tableau 4: Dans quelle mesure les acteurs suivants sont-ils efficaces pour résoudre les conflits dans votre communauté ?

	Efficace /Très efficace	Inefficace/Pas du tout efficace
Membres de la famille élargie	87%	12%
Amis	83%	15%
Police/Gendarmerie	78%	16%
Membres de la famille immédiate	92%	7%
Chefs traditionnels	95%	3%
Leaders religieux	91%	5%
Leaders communautaires	88%	8%
Fonctionnaires élus et autorités	68%	18%
Tribunaux	60%	17%

Il est également possible de s'appuyer sur les pratiques et les normes de la communauté qui peuvent faciliter la résilience. En ce qui concerne les comportements



qui favorisent la résilience, les résultats montrent que 89% des habitants du nord de la Côte d'Ivoire sont prêts à recourir à la discussion pour résoudre les différends avec les membres de groupes ethniques et religieux différents du leur. En outre, les répondants caractérisent leurs communautés comme encourageant un sentiment d'appartenance et d'équité envers les habitants, quelle que soit leur origine, et résolvant les problèmes en groupe pour améliorer la communauté. Bien que les répondants du Nord interrogés croient également que leurs communautés ont des dirigeants efficaces, des proportions un peu plus faibles, cependant, pensent que les dirigeants tiennent compte de leurs opinions, ce qui correspond aux tendances de telles attitudes observées dans les résultats précédents sur l'efficacité. Bien qu'environ la moitié des répondants voient une confiance accrue entre les communautés résidant dans les zones frontalières de la Côte d'Ivoire, près d'un tiers ne le pensent pas (voir tableau 5).

Tableau 5: Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

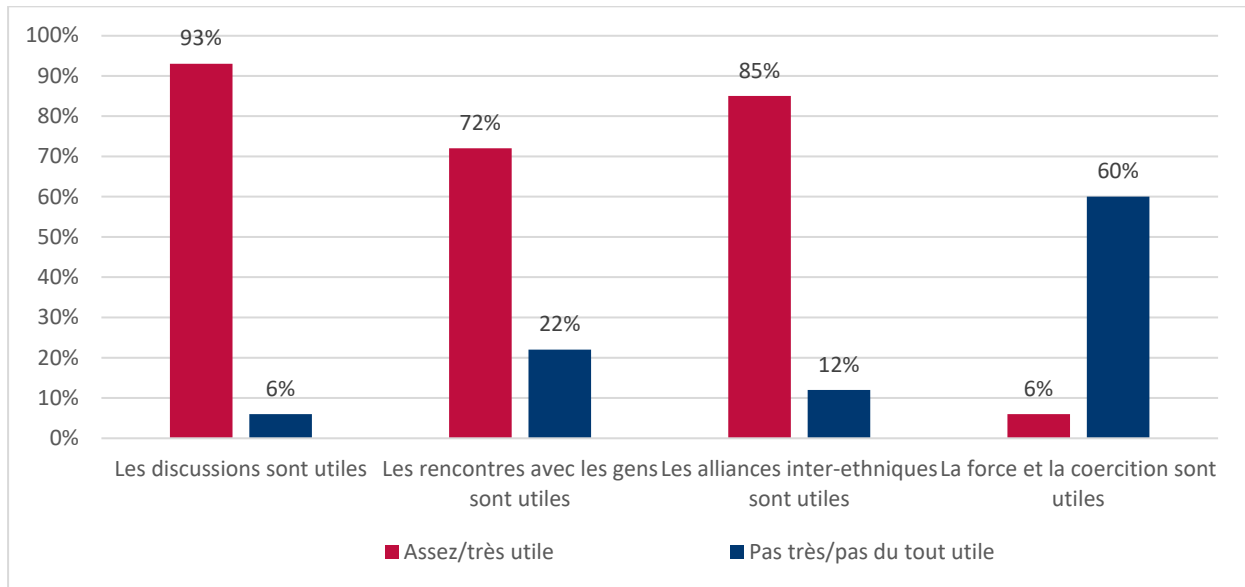
	Tout à fait d'accord/ d'accord	Pas du tout d'accord
Les habitants de ma ville/municipalité ont un sentiment d'appartenance à la communauté	81%	16%
Ma communauté traite tous les habitants sur un pied d'égalité, quelle que soit leur origine	82%	15%
Ma ville/municipalité a des dirigeants efficaces	82%	13%
Ma ville/municipalité travaille avec des organisations et agences externes	54%	26%
Ma ville/municipalité a des dirigeants qui tiennent compte de mon point de vue.	59%	31%
Les habitants de ma ville/municipalité discutent des problèmes en groupe pour améliorer la communauté.	78%	17%
Dans l'ensemble, la confiance entre les communautés des zones frontalières s'est accrue.	51%	27%

Outre les sources de résilience au niveau communautaire, qui comprennent des personnalités locales de confiance, des liens familiaux et la coopération communautaire, l'enquête révèle également des sources de résilience au niveau individuel, comme en témoignent les attitudes des répondants qui

sont favorables à la tolérance et à des formes d'engagement collaboratif plutôt que contentieux pour faire face à l'adversité. Au moins 72 % des personnes interrogées trouvent que les réunions, les discussions et les alliances interethniques sont utiles pour résoudre les problèmes, et ne voient pas l'intérêt de recourir à la coercition ou à la force (voir figure 10).



Figure 10: Pratiques de résolution des litiges

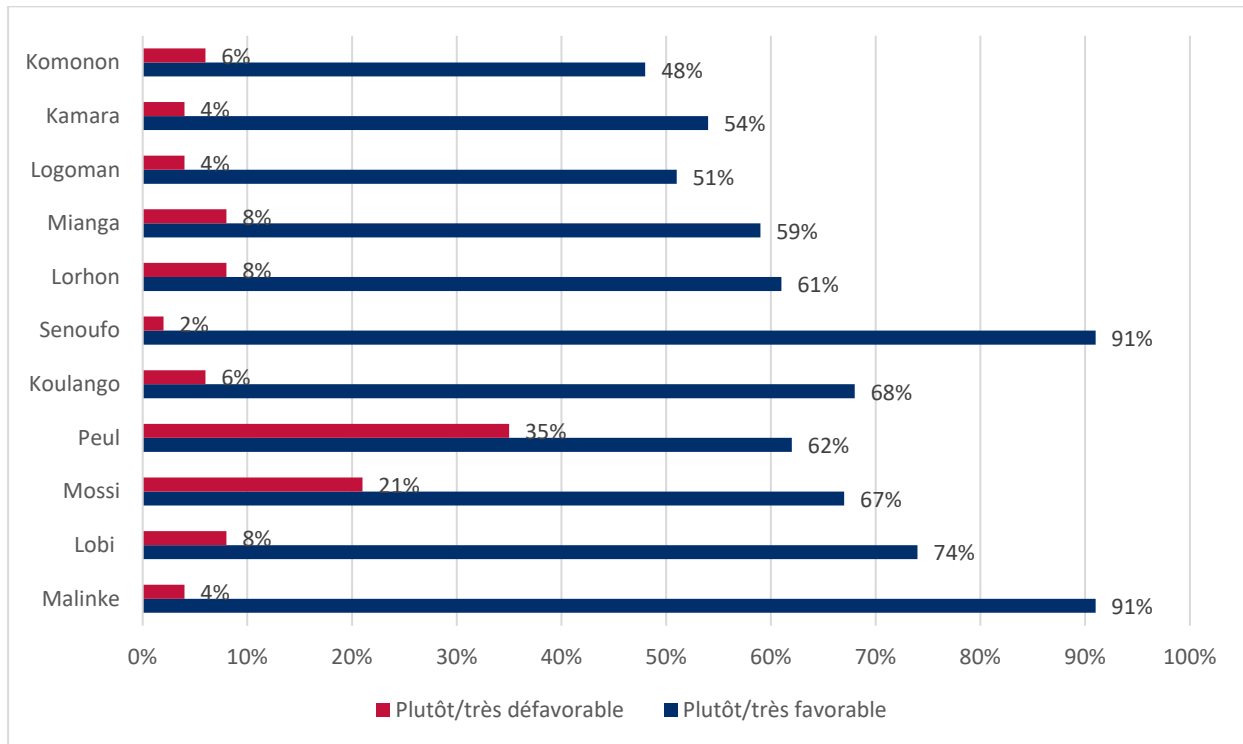


En partageant leurs perceptions des différents groupes ethniques du Nord, les personnes interrogées ont des perceptions généralement positives, mais assez diverses. Près de 70% à 80% ont une opinion favorable des Malinkés (91%), des Sénoufo (91%), des Lobis (74%), des Koulango

(68%) et des Mossi (67%), tandis que des pourcentages plus faibles ont une opinion favorable des Lorhons (61%) et des Peuls/Fulanis (62%), les Peuls ayant un pourcentage plus élevé d'opinions défavorables que les autres groupes (35%) (voir figure 11).



Figure 11: Opinions des groupes ethniques



Les Peuls ou Fulanis, l'un des plus grands groupes ethniques d'Afrique de l'Ouest, sont une communauté d'éleveurs nomades présente en Afrique depuis des milliers d'années (Appiah et Gates 2010). La cohabitation entre les éleveurs peuls et les agriculteurs locaux sédentaires a été tendue dans la zone pastorale du nord de la Côte d'Ivoire. En l'absence de zones trans-locales ou de reconnaissance du rôle important des tâches et pratiques trans-locales entre les communautés, la recherche par les éleveurs et les agriculteurs de pâturages et de sources d'eau, respectivement, provoque des tensions intergroupes liées aux dommages causés aux cultures des agriculteurs. La lutte pour le contrôle des ressources naturelles peut entraîner des violences. Par exemple, en 2016, des affrontements meurtriers à Bouna résultant d'un conflit entre les éleveurs peuls et les agriculteurs lobi ont fait 33 morts, 52 blessés et 2 640 déplacements internes. Si la lutte pour des ressources naturelles de plus

en plus rares est au cœur des tensions, les conflits peuvent prendre une dimension religieuse et ethnique (les éleveurs peuls nomades sont musulmans) qui peut être exploitée par les OVE qui cherchent à attiser les tensions dans le but d'obtenir le soutien des communautés.

Les Peuls ont été accusés par certaines communautés des zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire de collaborer avec des organisations extrémistes au Mali et au Burkina Faso. Cela contribue à une dynamique d'exclusion, qui limite la pleine intégration des Peuls dans le tissu social du nord de la Côte d'Ivoire.

L'enquête a également exploré les opinions d'autres groupes. Plus précisément, environ la moitié d'entre eux ont une évaluation positive des Kamara, Mianga, Logoman et Komonon ; cependant, environ un quart à un tiers d'entre eux déclarent « ne pas connaître » ces groupes, des résultats qui peuvent être, en partie, dus à un manque de



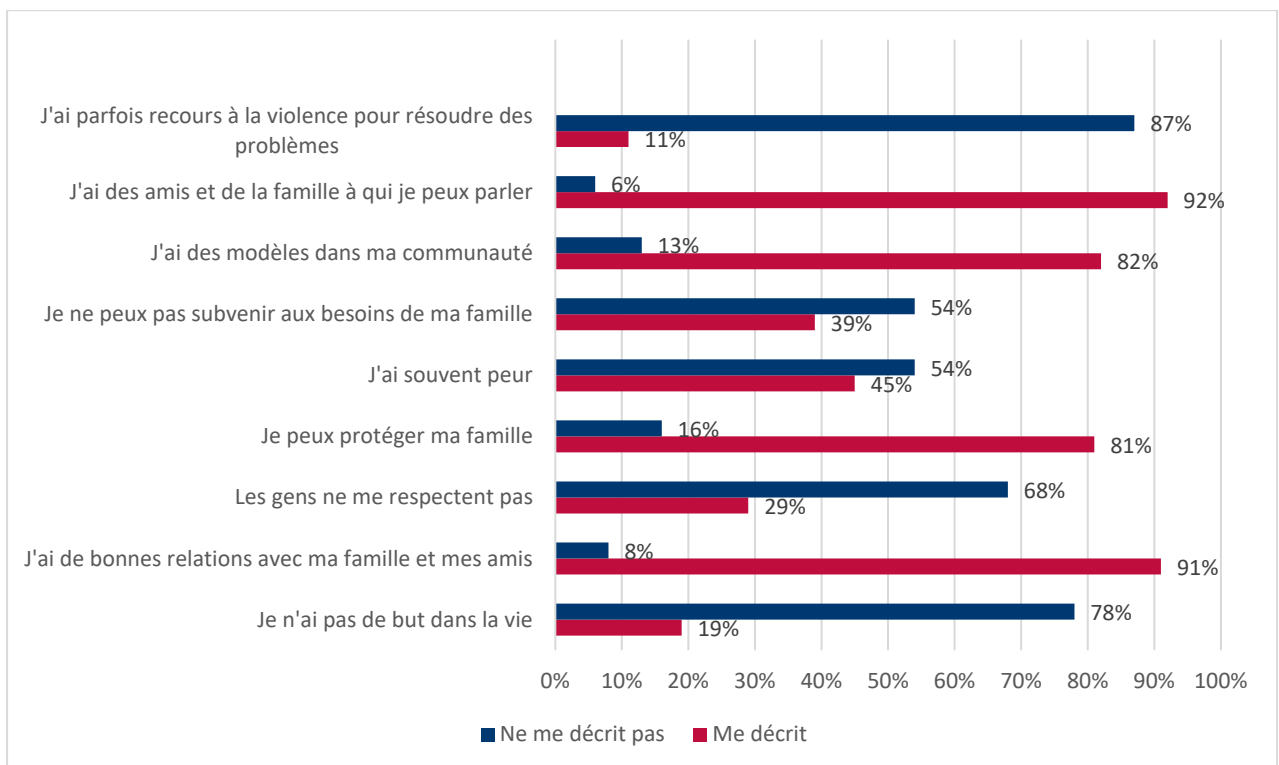
familiarité avec d'autres groupes ou au fait que les groupes ethniques peuvent ne pas être présents dans certaines régions (Figure 11).

Les expériences de discrimination ouverte ne semblent pas présentes, mais il existe certaines vulnérabilités au niveau individuel. En ce qui concerne leurs expériences générales de certains aspects de l'exclusion, les résultats indiquent que les personnes interrogées ont largement évité les interactions négatives dues à leurs caractéristiques démographiques, environ

90% d'entre elles déclarant ne pas avoir subi de discrimination fondée sur leur sexe, leur religion ou leur origine ethnique.

Une grande majorité des répondants évite le recours à la violence, à la force ou à la coercition pour résoudre les problèmes. Les répondants semblent disposer d'un système de soutien composé d'amis et de membres de la famille vers lesquels ils peuvent se tourner lorsqu'ils ont un problème et, surtout, la plupart d'entre eux peuvent identifier des modèles qui leur servent d'inspiration et de guide (voir figure 12).

Figure 12: Opinions sur la résilience personnelle



Cependant, ces majorités plus importantes commencent à s'effriter quelque peu sur les questions d'aspiration, puisqu'un cinquième (19%) des personnes interrogées estiment qu'elles n'ont parfois pas de but dans la vie, et 30% pensent que les gens ne les respectent pas. Il est important de noter que 39 % des personnes interrogées craignent de

ne pas pouvoir subvenir aux besoins de leur famille et qu'elles sont à peu près aussi nombreuses à dire qu'elles ont souvent peur (45 %) qu'à ne pas avoir peur (54 %) (voir figure 12).

Dans les contextes affectés par un conflit ou non, les normes et structures patriarcales façonnent les expériences des hommes et

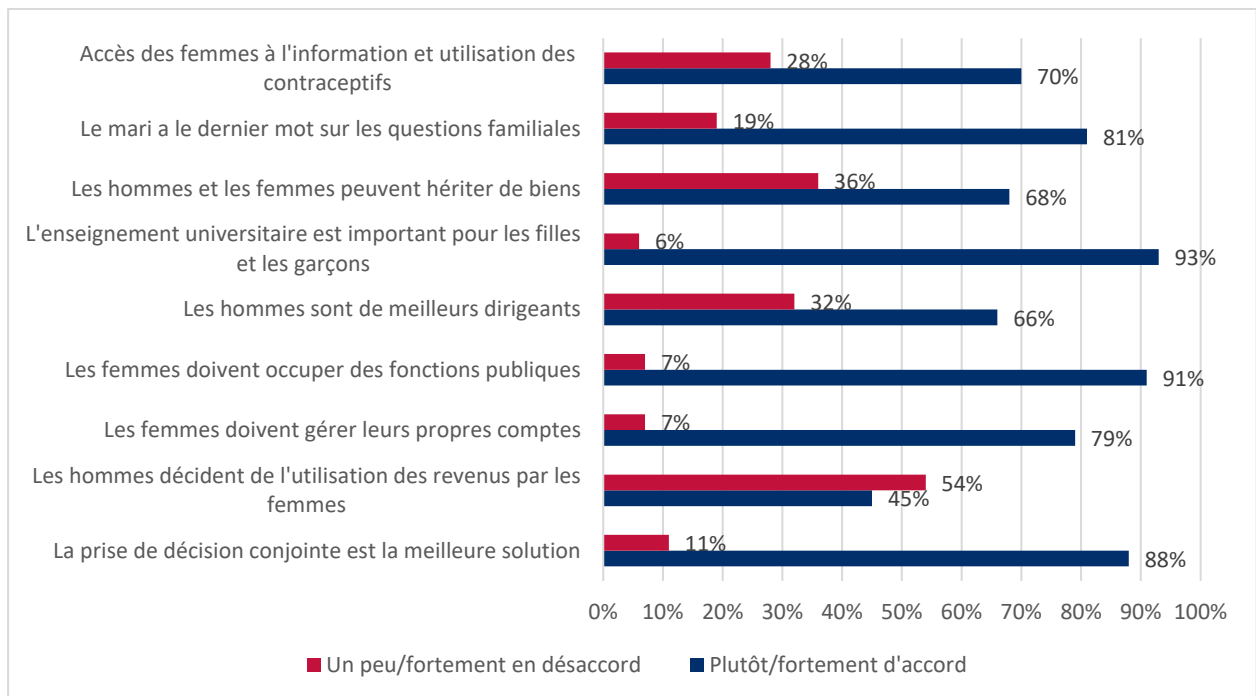


des femmes, ainsi que l'attribution des rôles de genre (Roth 2013). En effet, les indicateurs d'égalité des sexes de la Côte d'Ivoire sont faibles. En 2021, le pays se classait 134e sur 158 pays dans l'indice mondial d'écart entre les sexes des Nations unies (ONU). Dans les rapports de l'OCDE, le taux de scolarisation des filles dans le secondaire est inférieur à celui des garçons et la qualité de l'enseignement primaire dans les zones rurales est médiocre. Il est donc impératif d'améliorer le statut des femmes, qui représentent la moitié de la population de la Côte d'Ivoire.

Dans l'enquête actuelle, les résultats révèlent un large soutien aux rôles substantiels des femmes dans la vie publique et dans le ménage, ce qui suggère un rôle potentiellement vital pour les femmes en tant qu'agents de résilience dans le nord de la Côte d'Ivoire. Plus précisément, les résultats préliminaires montrent que les Ivoiriens du Nord sont largement d'accord pour soutenir

les pratiques qui incluent la participation des femmes à la prise de décision et au service public, comme la prise de décision conjointe entre conjoints sur les questions financières (88%) et la possibilité pour les femmes de gérer leurs propres comptes bancaires (79%). Le public s'accorde également à dire qu'une éducation universitaire est tout aussi importante pour les filles que pour les garçons. La plupart (58%) croient que les hommes et les femmes ont les mêmes droits d'hériter des biens familiaux, un résultat notable, étant donné que deux tiers des femmes en Côte d'Ivoire sont employées dans l'agriculture, seulement 8% possèdent des terres, contre 22% des hommes (Programme alimentaire mondial 2019). Le contrôle des femmes sur les décisions concernant la reproduction trouve également un soutien, puisque la plupart (70%) pensent que les femmes devraient avoir accès aux informations sur les contraceptifs et les utiliser (voir Figure 13).

Figure 13: Le rôle économique et politique des femmes





USAID
DU PEUPLE AMÉRICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

L'enquête révèle également une certaine résistance du public à l'autonomie totale des femmes. Malgré le soutien apporté à certains aspects de l'indépendance financière des femmes, 58 % des personnes interrogées pensent toujours que les hommes ont plus de droits que les femmes en matière d'emploi, et la plupart d'entre elles estiment que les hommes devraient déterminer en dernier ressort comment les revenus des femmes sont dépensés, et que les hommes devraient avoir le dernier mot sur les questions familiales. De manière significative, l'enquête montre que les femmes sont tout aussi susceptibles que les hommes de conserver ces attitudes. Bien que l'opinion publique soit largement favorable à l'accession des femmes aux fonctions officielles, les personnes interrogées dans le Nord pensent néanmoins que les hommes font de meilleurs dirigeants que les femmes. Ce résultat reflète d'autres études, dans lesquelles les femmes expriment des réserves à l'égard de la politique et sont moins susceptibles d'être élues en raison de barrières socioculturelles (NDI 2017). Dans

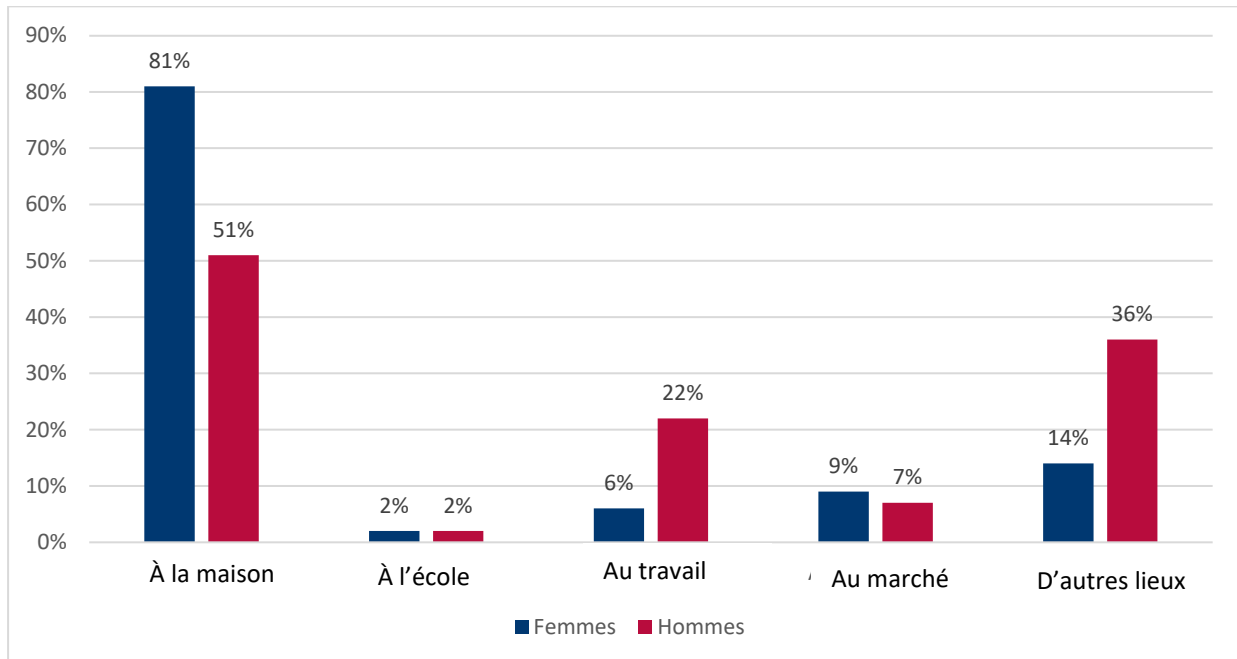
les développements positifs, le nombre de femmes au parlement en Côte d'Ivoire a augmenté ces dernières années pour atteindre environ 14%, contre 11% les années précédentes.

Une large majorité (82%) du public interrogé s'oppose, dans l'ensemble, à toute forme de violence à l'égard des femmes. L'Organisation mondiale de la santé estime qu'à l'échelle mondiale, 30% des femmes sont exposées à la violence physique ou à la violence du partenaire intime au cours de leur vie (2021). Dans les chiffres les plus récents trouvés pour la Côte d'Ivoire, 26% des femmes ont subi une forme de violence physique et sexuelle au moins une fois dans leur vie (INS 2012). Dans l'enquête actuelle, 6% (149 individus) des répondants du Nord, dans l'ensemble, ont déclaré avoir subi une certaine forme de violence physique au cours des 12 derniers mois.

Sur ce nombre, les femmes étaient deux fois plus susceptibles (8 %) que les hommes (4 %) de subir des violences physiques.



Figure 14: Où avez-vous été victime d'abus ?



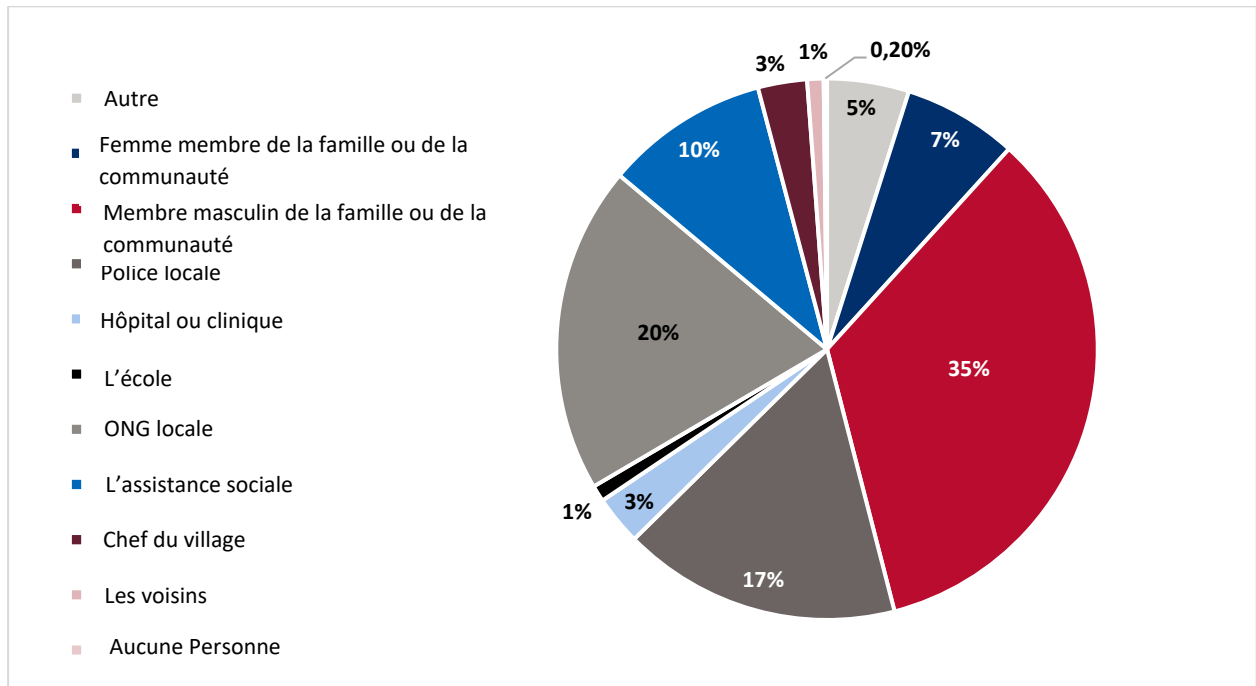
Les lieux d'abus diffèrent pour les femmes et les hommes. Alors que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de dire qu'elles ont été victimes de violence à la maison, les hommes, en revanche, sont plus susceptibles de dire qu'ils ont été victimes de violence au travail.

Un peu plus de femmes que d'hommes ont déclaré avoir été victimes d'abus au marché, et des pourcentages égaux ont été victimes d'abus à l'école (voir figure 14).

Les répondants ont identifié un membre masculin de la famille (35%) comme étant le plus susceptible de fournir une aide efficace pour protéger les femmes de la violence, suivi par une organisation non gouvernementale (ONG) locale, la police locale, l'assistance sociale ou une femme membre de la famille. Seulement 3% ont choisi un hôpital ou une clinique, le chef du village (3%), l'école (1%) ou les voisins (1%) (voir figure 15).



Figure 15: Source la plus efficace pour protéger les femmes



Recommandations

Les conclusions de cette étude nous permettent de formuler les recommandations suivantes :

- Les questions économiques sont au cœur des préoccupations des personnes interrogées dans le nord, dans un contexte de stress économique et de circonstances économiques personnelles difficiles. Les programmes qui offrent des moyens de subsistance pourraient alléger le fardeau économique des bénéficiaires dans le nord, et répondre au mécontentement qui peut être transformé en récits de griefs par les OVE.
- Bien que la plupart des personnes interrogées dans le nord s'opposent clairement au recours à la violence pour des raisons religieuses ou politiques, les opinions sur les groupes extrémistes sont encore assez peu informées parmi la population interrogée. Si les personnes interrogées identifient des groupes

spécifiques à l'origine d'attaques récentes dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, un pourcentage notable d'entre elles n'est toutefois pas certain de la source de ces attaques. Des actions de sensibilisation, des messages et des informations fondées sur des données probantes concernant les sources des attaques seraient utiles pour promouvoir des informations précises pouvant conduire à des stratégies de résilience efficaces.

- Encourager les dialogues entre les autorités gouvernementales et les leaders de confiance. Le dialogue pourrait être axé sur les intérêts en matière de développement ou d'infrastructures qui sont définis en collaboration par les membres de la communauté. La promotion de la coopération et l'expression des points de vue et des intérêts renforcerait la participation des résidents aux processus décisionnels et améliorerait la représentation par les autorités locales. Les efforts devraient



inclure des membres de la communauté peule, le cas échéant. L'engagement pourrait répondre aux préoccupations des personnes interrogées dans le nord, selon lesquelles les dirigeants n'écourent pas leurs points de vue et que des repréailles sont possibles pour ceux qui expriment leur opinion, et empêcher les efforts de l'OVE d'utiliser ces sentiments pour renforcer les récits de griefs. Les interventions pourraient également inclure une formation des dirigeants sur leurs rôles et responsabilités en matière de réactivité.

- L'amélioration des infrastructures et des services de transport et la couverture Internet pourraient être des thèmes spécifiques sur lesquels se concentrer pour l'engagement communautaire et les dialogues avec les autorités locales. As community leaders, religious leaders, and traditional leaders are trusted figures held in high esteem, programming could leverage their positions to promote tolerance of groups, as well as accurate information about groups like the Fulani. This would build trust among communities (particularly along the border), which needs improvement, according to the survey.
- Les chefs communautaires, religieux et traditionnels étant des personnalités de confiance tenues en haute estime, les programmes pourraient tirer parti de leur position pour promouvoir la tolérance à l'égard des groupes, ainsi que des informations précises sur des groupes comme les Peuls. Cela permettrait de renforcer la confiance entre les communautés (en particulier le long de la frontière), qui doit être améliorée, selon l'enquête.
- Ces mêmes dirigeants peuvent contribuer à promouvoir des normes favorables à l'amélioration du statut des femmes, afin que celles-ci soient pleinement intégrées dans l'économie et dans la prise de

décision politique. Les hommes comme les femmes doivent être ciblés par ces interventions.

- Des recherches supplémentaires explorant en profondeur les attitudes et les expériences de certains segments de la population seraient utiles. Plus précisément, une recherche qualitative utilisant des groupes de discussion et des entretiens approfondis permettrait de mieux comprendre les défis uniques auxquels les femmes et les filles sont confrontées, ainsi que ceux des ex-combattants. Il est important de noter qu'il y a un manque de recherche sur la façon dont la dynamique de l'EV affecte les femmes et les filles par rapport aux hommes et aux garçons, et sur le rôle des femmes dans la promotion de la résilience. En effet, les femmes et les filles jouent des rôles différents qui ne sont pas bien compris. Par exemple, les femmes, en tant que mères ou en raison de leur rôle dans les communautés, peuvent être en mesure d'identifier les signes de l'EV plus rapidement que les autres.
- Ainsi, la recherche devrait en outre explorer le rôle des familles en tant que facteurs de protection et de risque autour de l'extrémisme violent en Côte d'Ivoire. Les familles, dans l'enquête, ont été identifiées comme des sources clés d'apprentissage de la religion, d'information religieuse, d'arbitrage pour la résolution des conflits communautaires, ainsi que des sources de réconfort.
- En outre, les recherches futures pourraient également examiner les attitudes parmi les différents groupes ethniques du Nord à des fins d'analyse comparative. L'utilisation des atouts de la résilience peut être validée par l'examen de l'application des stratégies par les résidents.





Références

- Al Jazeera. 2021. "Two Soldiers Killed in Attacks on Ivory Coast Military Camps." <https://www.aljazeera.com/news/2021/3/29/two-soldiers-killed-in-raid-on-ivory-coast-military-camp>.
- Appiah, David, and Henry Louis Gates. 2010. *Encyclopedia of Africa*. Oxford: Oxford University Press.
- Berman, S. 1997. "Civil society and the collapse of the Weimar Republic." *World Politics* 49, no. 3, 401-429.
- Campbell, John. 2021. "Concern Grows about Jihadi Activity in Ivory Coast." Washington, DC: Council on Foreign Relations.
- Campelo, Nicholas, Alice Oppetit, Françoise Neau, David Cohen, and Guillaume Bronsard. 2018. "Who Are the European Youths Willing to Engage in Radicalisation? A Multidisciplinary Review of Their Psychological and Social Profiles." *European Journal of Psychiatry* no. 52: 1-14.
- Chambers, Simone, and Jeffrey Kopstein. 2001. "Bad Civil Society." *Political Theory* 29, no. 6: 837-865.
- CIA Factbook. 2018. Washington DC. Accessed at <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/cote-divoire/>
- Cragin, Kim, Melissa A. Bradley, Eric Robinson, and Paul S. Steinberg. 2015. *What Factors Cause Youth to Reject Violent Extremism? Results of an Exploratory Analysis in the West Bank*. Santa Monica, CA: RAND Corporation.
- Depagne, Renaldo. 2018. "Burkina Faso's Alarming Escalation of Jihadi Violence." Accessed at <https://lobelog.com/burkina-fasos-alarming-escalation-of-jihadist-violence/>
- Ebiede, Tarila Marclint. 2017. "Why Ex-Combatants Pose a Threat to Côte d'Ivoire's Stability." *The Conversation*. <https://theconversation.com/why-ex-combatants-pose-a-threat-to-cote-divoires-stability-79317>.
- European Union and Food and Agricultural Organization. 2017. "Republic of Cote d'Ivoire: Census on Farmers and Holdings 2015/2016," Vol I.
- Freedom House. 2021. "Freedom in the World 2021." Washington, DC: Freedom House.
- Fukuyama, Francis. 2001. "Social Capital, Civil Society, and Development." *Third World Quarterly* 22, no. 1: 7-20.
- Grant, Audra. 2018. "Cashing in on Fragility: Criminal Networks in the Sahel." In *Terrorist Criminal Enterprises: Financing Terrorism through Organized Crime*, eds. Kimberley Thachuk and Rollie Lal, 159-172. New York: Praeger.
- Husted, Tomas. 2020. "Boko Haram and the Islamic State's West Africa Province," Washington, DC: Congressional Research Service.
- IPU Parline. 2021. "Côte d'Ivoire Data on Women." https://data.ipu.org/node/41/data-on-women?chamber_id=13372.





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

- Maxwell, David, Elizabeth Stites, Sabina Robillard and Michael Wagner. 2017. *Conflict and Resilience: A synthesis of Feinstein International Center Work on Protecting Livelihoods in Conflict-Related Crisis*. Boston: Feinstein International Center, Tufts University.
- National Democratic Institute for International Affairs. 2017. *No Party to Violence Compendium Report: Côte d'Ivoire, Honduras, Tanzania, and Tunisia*. Washington, DC: NDI.
- National Institute of Statistics (INS) and ICF International. 2012. *Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples de Côte d'Ivoire 2011-2012*. Calverton, Maryland, USA: INS and ICF International.
- Ostrom, Elinor, and Toh-Kyeong Ahn. 2009. "The Meaning of Social Capital and Its Link to Collective Action." In *Handbook of Social Capital: The Troika of Sociology, Political Science, and Economics*, eds. Gert Tingaard Svendsen and Gunnar Lind Haase Svendsen, 17-35. Cheltenham, Glos, UK: Edward Elgar Publishing.
- Putnam Robert, D. 2001. "Social Capital: Measurement and Consequences." *Isuma: Canadian Journal of Policy Research*. No.2: 41-51.
- Roth, Francois Nathalie. 2013. *Côte d'Ivoire. Gender-Based Violence, Conflict and the Political Transition: A Case Study Report*. CMI.
- Scacco, Alexandra, and Shana S. Warren. 2018. "Can Social Contact Reduce Prejudice and Discrimination? Evidence from a Field Experiment in Nigeria." *American Political Science Review* 112, no. 3: 654-677.
- Sommers, Marc. 2019. *Youth and the Field of Countering Violent Extremism*. Washington, DC: Promundo-US.
- United Nations Development Program. 2017. *Community Dialogue for Sustainable Peace: A Handbook for Generating Citizens' Engagement for Sustainable Dialogue on Conflict Prevention, Social Cohesion, and Integration*.
- United States Agency for International Development. 2012. *Conflict Assessment Framework: Version 2.0*. Washington, DC: USAID.
- World Bank. 2020. *Creating Markets in Côte d'Ivoire*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. 2021. "The World Bank in Côte d'Ivoire." <https://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/overview#1>.
- World Economic Forum. 2021. *Global Gender Gap Report 2021*. Geneva: World Economic Forum.
- World Food Program. 2019. *Côte d'Ivoire, Annual Country Report: Strategic Plan 2019-2023*. Rome: World Food Program.
- World Health Organization. 2021. "Violence Against Women." <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women>.





Annex: INSTRUMENT D'ENQUÊTE DE PERCEPTION SUR LE TERRAIN (FRANÇAIS)

Résilience pour la paix en Côte d'Ivoire - Etude sur les perceptions

0. LISTE DES MEMBRES DU MÈNAGE

Tout d'abord, j'ai besoin d'en savoir un peu plus sur votre ménage afin de pouvoir sélectionner (au hasard) qui j'aurai besoin d'interviewer. Veuillez me donner le prénom et les initiales de tous les membres de votre foyer qui ont 18 ans ou plus.

[Si la personne refuse, cherchez à savoir si une autre personne du ménage est prête à faire la liste avec vous maintenant. Sinon, demandez quand d'autres adultes seront de retour à la maison et revenez plus tard. Si vous êtes déjà revenu et n'avez toujours pas trouvé quelqu'un prêt à faire la liste...]

[Un ménage est un individu ou groupe d'individus qui (1) vivent ensemble dans le même logement (ou sur la même parcelle contenant plusieurs bâtiments) ; (2) reconnaissent un homme ou une femme adulte comme chef de ménage ; et (3) partagent les mêmes dispositions de vie (ex. mangent ensemble la plupart du temps)].

[Les membres du ménage sont toutes les personnes qui ont vécu ou vivront avec le ménage pendant 3 mois consécutifs ou plus. Les membres d'un ménage ne sont pas nécessairement tous liés par le sang ou le mariage (ex. un pensionnaire ou un domestique qui dort dans le même logement ou sur la même parcelle et qui partage les repas avec la famille.)].

Refusez → Remplacer le ménage

Prenom	Initiales	Âge	Sexe
_____	_____	___	Masculin/ Féminin
_____	_____	___	Masculin/ Féminin
...

[L'outil est programmé pour choisir aléatoirement un membre du ménage de 18 ans ou plus de la liste ci-dessus et pour fournir le prénom, les initiales, et l'âge de la personne sélectionnée pour que l'enquêteur sache qui il/elle doit interviewé].





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

[DÉCLARATION DE CONSENTEMENT]

Bonjour, je m'appelle _____. Je travaille pour le projet Résilience pour la Paix (R4P), un projet financé par l'USAID mis en œuvre par Equal Access International avec l'appui de NORC à l'Université de Chicago aux États-Unis, Indigo Côte d'Ivoire et la Chaire UNESCO de l'Université de Bouaké. Nous travaillons sur une étude dont le but est d'en apprendre davantage sur la perception de la population Ivoirienne sur des sujets tels que la violence et la sécurité dans nos communautés, les défis économiques, les services fournis par le gouvernement, et la façon dont les communautés s'adaptent.

Résilience pour la Paix est une initiative quinquennale qui vise à renforcer la résilience et l'apprentissage des communautés, en particulier chez les femmes et les jeunes, pour contrer et prévenir l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire. Nous menons cette étude dans tous les départements du nord de la Côte d'Ivoire et ce ménage fait partie des 2 420 qui ont été choisis au hasard pour y participer. Vos points de vue sont très importants pour aider le programme à développer de meilleures interventions pour améliorer les conditions dans les communautés du Nord. Cet entretien prendra environ 45 minutes.

Vos réponses resteront anonymes et confidentielles. Rien de ce que vous me dites ne vous sera attribué. Toutes les informations d'identification personnelle, y compris les initiales et numéros de téléphone, seront utilisées à des fins de suivi et d'assurance qualité uniquement. Les données seront protégées par mot de passe, donc personne en dehors de l'équipe de recherche n'y aura accès.

Participer à cette étude ne présente aucun risque connu, en dehors de ceux rencontrés dans la vie quotidienne. Il n'y a aucune compensation ni aucun avantage direct à votre participation, mais les informations que nous recueillons vont aider le projet, l'USAID, et le gouvernement de Côte D'Ivoire à améliorer les programmes et les politiques liées à la sécurité et au développement.

Votre participation à cette étude est volontaire. Vous n'avez pas à accepter d'être interviewé et vous pouvez choisir de dire non sans conséquence. De plus, vous n'avez pas à répondre à certaines des questions si vous ne le souhaitez pas et pouvez choisir d'arrêter l'entretien à tout moment. Le refus de participer à cette étude ou le retrait de celle-ci n'entraînera aucune pénalité ni perte d'avantages de quelque nature que ce soit.

Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses à nos questions. Toutes vos réponses sont importantes, nous vous prions d'être sincère.

Si vous avez une question ou une préoccupation, vous pouvez contacter les coordonnateurs de recherche, M. Philippe Assale (assalep@gmail.com ; +225 0759804319) ou Mme Mithila Iyer (Iyer-Mithila@norc.org ; +001 301-634-9383).

Cette étude a été examinée et approuvée par le comité d'examen institutionnel de NORC à l'Université de Chicago. Pour toute question relative à vos droits en tant que participant à l'étude, vous pouvez également contacter le responsable du comité d'examen de NORC à +1 866 309 0542 ; irb@norc.org.

Acceptez-vous de participer à cette étude ?

01 Yes

02 No (Passer à 9999)





1. CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

Commençons par quelques informations vous concernant

Variable	Responses	
1.2 Quelle est votre appartenance ethnique ? [Sélectionnez au moins une ethnie et un maximum de deux].	Peul Malinké Koulango Mossi Lobi Lorhon Lôgôman Kômônnon Kamara Mianga Senoufo Other (SPÉCIFIER) _____ Ne sait pas Refuser	<i>Malinké inclus Bambara. Choisissez un maximum de 2 ethnies, si nécessaire.</i>
1.3 Quel est votre statut matrimonial?	Marié Divorcé Célibataire Veuve/veuf Séparé Refuser	<i>Suivez la déclaration de la personne, surtout en cas de mariage coutumier.</i>
1.4 Dans quel pays êtes-vous né?	Côte d'Ivoire Ghana Burkina Faso Mali Guinée Mauritanie Sénégal Niger Autre (veuillez préciser) : _____ Ne sait pas Refuser	
1.5 Où êtes-vous né?	_____ Ne sait pas Refuser	<i>Commencez par le village/la ville et essayez d'obtenir plus d'info sur les autres unités géographiques (ex. sous-préfecture et département, si Ivoirien).</i>
1.6 Depuis combien d'années habitez-vous ici?	Ne sait pas Refuser	<i>Si moins d'une année, entrez 0.</i>





Variable	Responses	
		Si le répondant n'est pas sûr, demandez-leur d'estimer au mieux
1.7 Quel est votre niveau d'études?	Ecole primaire Ecole secondaire, 1er cycle Ecole secondaire, cycle 2em Universitaire Professionnel / technique Programme non standard (par exemple, Ecole coranique) Aucun Refuser	<i>Le niveau le plus élevé d'études que la personne a terminées.</i>
1.8 Dans quel secteur travaillez-vous principalement ?	Construction Mécanique Exploitation minière Militaire et paramilitaire Fonctionnaire Médias Dozo Artisanat Transport Éducation Santé Administratif (privé) Religieux Agriculture Elevage Tourisme, restauration et hôtellerie Commerce Informatique Ménagère/Femme au foyer Sans emploi Marabout ou guérisseur Étudiant Autre (précisez) _____ Refuser	
1.9 Are you an ex-combatant? [Ex-combatant = all those who participated directly or indirectly in military operations linked to armed groups.] Êtes-vous un ex-combattant ? [Ex-combattant = tous ceux qui ont participé de	Oui Non Refuser	



Variable	Responses
----------	-----------

près ou de loin aux opérations militaires liées à des groupes armés].

1.10 Quel est le meilleur numéro de téléphone pour vous joindre ?	Ne sait pas Refuser	[S'il s'agit d'un numéro non-Ivoirien, spécifier le code du pays SANS le « + »]
---	------------------------	---

1.11 Quelle est votre religion?	Christianisme Islam Religion traditionnelle Non-croyant [-> sauteuse a 1.2.3] Autre (veuillez préciser): _____ Ne sait pas Refuser	Christianity includes Catholic, Protestant, Evangelical, Charismatic, and Pentecostal
---------------------------------	--	---

1.2.1 Comment avez-vous appris à pratiquer votre religion ?

- A. École confessionnelle (ex. école coranique conventionnelle, madrassa, école catholique)
- B. École franco-arabe
- C. Église
- D. Mosquée
- E. Plateformes médiatiques
- F. A travers ma famille
- G. Bois sacré
- H. Autre [PRÉCISER] _____
- I. Je ne sais pas
- J. Refuser

1.2.2 How confident are you that you understand the religious teachings presented in holy books Dans quelle mesure êtes-vous confiant que vous comprenez les enseignements religieux présentés dans les livres saints ?

- A. Très confiant
- B. Confiant
- C. Pas confiant
- D. Pas du tout confiant
- E. Je ne sais pas
- F. Refuser

1.2.3 Quelle(s) source(s) d'information utilisez-vous le plus souvent lorsque vous souhaitez obtenir des informations ou vous renseigner sur des événements affectant la Côte d'Ivoire?





[Choisir jusqu'à 3 options, ne pas lire les choix de réponse. Pour différencier entre options de radios, demander le nom de la station.]

- A. Journaux/magazines imprimés
- B. Radio nationale
- C. Radio locale
- D. Radio internationale
- E. Réseaux sociaux (Youtube, Facebook, twitter)
- F. Applications de messagerie (Signal, Telegram, Whatsapp)
- G. Bouche à oreille/Discussions avec des amis, la famille ou des collègues
- H. Télévision
- I. Internet (Opera News, Abidjan net, radio en ligne)
- J. Aucune
- K. Je ne sais pas
- L. Refuser

1.2.4 Quelle(s) source(s) d'information utilisez-vous le plus souvent lorsque vous souhaitez obtenir des informations ou vous renseigner sur des questions religieuses?

[Choisir jusqu'à 3 options, ne pas lire les choix de réponse]

- A. Journaux/magazines imprimés
- B. Radio confessionnelle nationale
- C. Radio confessionnelle locale
- D. Radio confessionnelle internationale
- E. Réseaux sociaux (Youtube, Facebook, twitter)
- F. Applications de messagerie (Signal, Telegram, Whatsapp)
- G. Discussions avec des amis, la famille ou des collègues
- H. Discussions avec des dirigeants religieux
- I. Télévision
- J. Internet (Opera News, Abidjan net, radio en ligne)
- K. Aucune
- L. Je ne sais pas
- M. Refuser

2. Perception des conditions économiques

2.1. Pensez-vous que la Côte d'Ivoire va généralement dans la bonne ou la mauvaise direction?

Bonne direction

Mauvaise direction

Je ne sais pas





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

Refuser





2.2 À votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels la Côte d'Ivoire est confrontée aujourd'hui et auxquels notre gouvernement devrait s'attaquer?

[Ne lisez pas les choix de réponse, codez à partir des réponses fournies. Si le répondant donne plus de trois options, demandez « quelles sont les trois réponses les plus importantes ? » Si le répondant donne une ou deux réponses, demandez-lui s'il a autre chose à ajouter.]

	Response 1	Response 2	Response 3	Je ne sais pas	Refuser
Gestion de l'économie					
Chômage					
Pauvreté					
Cherté de la vie					
Chute du prix des matières premières					
Malnutrition					
Sécheresse					
Extrémisme/attaques armées de groupes extrémistes religieux ou politiques/terrorisme					
Crime et insécurité					
Litiges fonciers					
Déplacement interne/réfugiés/migration forcée des Ivoiriens					
Infrastructures (routes/électricité/eau potable)					
Extraction d'or illégale					
Accès à l'éducation					
Accès à la santé					
Covid-19					
Corruption					
Instabilité politique/divisions politiques					
Tensions ethniques					
Tensions entre agriculteurs et éleveurs					
Discrimination/Inégalité					
Comportement des forces de sécurité					
Questions de genre/droits des femmes et des filles					
Droits politiques/participation politique					
Autre (veuillez préciser] _____					
Il n'y a pas de problème					
Ne sait pas					
Refuser					





- 2.2. Comment sont les conditions économiques dans le nord de la Côte d'Ivoire actuellement ?
- A. Très bonnes
 - B. Assez bon
 - C. Assez mauvais
 - D. Très mauvais
 - E. Je ne sais pas
 - F. Refuser
- 2.4 Comment décririez-vous votre situation économique personnelle maintenant par rapport aux autres membres de votre communauté ?
- A. Pire
 - B. A peu pres la meme chose
 - C. Meilleure
 - D. Ne sais pas
 - E. Refuser
- 2.5 Dans quelle mesure votre situation économique personnelle a changé au cours de la dernière année ?
- A. Beaucoup amélioré
 - B. Améliorée passablement
 - C. N'a pas changé
 - D. Dégradée passablement
 - E. Très dégradée
 - F. Ne sais pas
 - G. Refus

2.6 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait avec ce qui suit?

	1. Très satisfait	2. Plutôt satisfait	3. Plutôt insatisfait	4. Très insatisfait	5. Je ne sais pas	6. Refuser
--	-------------------	---------------------	-----------------------	---------------------	-------------------	------------

a. Nombre d'opportunités d'emploi dans votre communauté

b. Accès équitable (sans discrimination de sexe, d'âge ou d'ethnie) aux emplois dans votre communauté

c. Accès au financements (ex. prêts bancaires,





1. Très satisfait	2. Plutôt satisfait	3. Plutôt insatisfait	4. Très insatisfait	5. Je ne sais pas	6. Refuser
-------------------	---------------------	-----------------------	---------------------	-------------------	------------

microfinance,
subventions d'état)

d. Accès aux ressources naturelles (ex. terre, eau)

3. Perceptions de la gouvernance et des institutions

J'ai maintenant quelques questions à vous poser sur ce que vous pensez de la façon dont les choses sont gérées dans Côte d'Ivoire.

3.1. How satisfied or dissatisfied are you with the following services in your community?

[Formal education = public or private education that follows the official state curriculum]

1. Très satisfait	2. Plutôt satisfait	3. Plutôt insatisfait	4. Très insatisfait	5. Pas disponible	6. Je ne sais pas	7. Refuser
-------------------	---------------------	-----------------------	---------------------	-------------------	-------------------	------------

Éducation formelle

Opportunités d'emploi

Soins de santé

Électricité

Eau potable

Infrastructures routières / transport

Sécurité/prévention du crime au quotidien

Protection contre les ennemis étrangers

Couverture Internet et téléphonique





3.2. 3.2 Au cours de la dernière année, combien de fois vous ou un membre de votre famille avez:

	1. Toujours	2. Plusieurs fois	3. Quelques fois	4. Une ou deux fois	5. Jamais	6. Je ne sais pas	7. Refuser
Manqué de nourriture suffisante pour manger à votre faim ?							
Manqué d'eau potable pour les besoins domestiques ?							
Manqué d'argent nécessaire pour satisfaire vos besoins de base ?							
Manqué de combustible pour la cuisson des repas ?							
Manqué de médicaments ou de soins médicaux ?							
Manqué l'école (ex. par manque de fournitures ou besoin que les enfants travaillent) ?							

3.3. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux institutions ou groupes suivants pour traiter efficacement les problèmes auxquels vous êtes confrontée aujourd'hui?

	1. Une confiance totale	2. Confiance	3. Peu de confiance	4. Aucune confiance	5. Je ne sais pas	6. Refuser
Policiers						
Gendarmes						
Militaires						
Douaniers						
Agents des eaux et forêts						
Chefs religieux						
Conseils régionaux ou municipaux						
Chefs traditionnels						
Tribunaux						
Assemblée nationale et Senat						
Community leaders						
Elected political leaders						





Dozos

Marabouts

3.4. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes ?

S'il y a une confusion sur « gens comme moi » chez le répondant, pensez à « l'Ivoirien Lambda »]

1. Tout à fait d'accord	2. Plutôt d'accord	3. Plutôt en désaccord	4. Fortement en désaccord	5. Je ne sais pas	6. Refuser
-------------------------	--------------------	------------------------	---------------------------	-------------------	------------

Les gens comme moi peuvent apporter un changement dans notre pays.

Nos responsables politiques écoutent des gens comme moi lorsque nous souhaitons exprimer notre point de vue sur l'évolution de notre pays.

Les gens comme moi peuvent exprimer leurs opinions sans représailles.

Je peux voter pour le candidat de mon choix.

Les gens comme moi peuvent rejoindre l'organisation politique de leur choix.

Les femmes et les hommes sont traités sur un même pied d'égalité dans ce pays.

Les hommes ont plus de droits à un travail que les femmes.

Le rôle le plus important d'une femme est de s'occuper de la maison et de la famille.





4. PERCEPTIONS DE LA VIOLENCE ET DE L'EXTRÉMISME

Maintenant, j'ai quelques questions sur les violences qui se sont produites dans notre région.

- 4.1. Comme vous l'avez peut-être entendu ou lu, au cours de l'année dernière, des groupes armés ont mené des attaques dans les pays voisins (ex. Burkina Faso, Mali et Niger) et plus récemment à Kafolo, Téhini et Tougbo et ailleurs en Côte d'Ivoire. Selon vous, qui ou quel groupe est principalement responsable de ces attaques ?

[Ne pas lire les choix de réponse, à part si le répondant a besoin d'aide après avoir réfléchi. Codez tout ce qui s'applique ply.]

- A. Katiba de Macina (Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimeen)
- B. Al-Qaida au Maghreb islamique / Al-Qaida / groupes affiliés à Al-Qaida
- C. État islamique / État islamique dans le Grand Sahara / groupes affiliés à DAECH
- D. Gens d'ailleurs
- E. Gens des pays voisins
- F. Politiciens locaux
- G. Opérateurs économiques locaux
- H. Les groupes ethniques de nos communautés qui soutiennent les extrémistes
- I. Autre [VEUILLEZ PRÉCISER _____]
- J. Ne sais pas
- K. Refuser

- 4.2. 6.2 Comme vous le savez peut-être, les gens peuvent participer à des groupes qui utilisent la violence pour atteindre des objectifs religieux ou politiques pour de nombreuses raisons. Veuillez me dire quelles sont, selon vous, les trois principales raisons pour lesquelles vous pensez que les gens rejoignent de tels groupes :

[Ne pas lire les choix de réponse, à part si le répondant a besoin d'aide après avoir réfléchi. Codez jusqu'à 3 choix de réponse.]

- A. Opportunité de gain financier
- B. Mauvaise interprétation de la religion
- C. Manque d'emploi
- D. Perte de nos valeurs traditionnelles
- E. Abus ou erreurs militaires
- F. Difficulté à se marier





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

- G. Désir d'occuper un poste de respect ou d'influence
- H. Défense de l'idéologie religieuse
- I. Présence/attention insuffisante du gouvernement dans nos communautés
- J. Répartition inégale des ressources
- K. Mauvaise qualité de l'enseignement
- L. Restriction de circulation et libertés
- M. Impunité/absence d'état de droit/corruption
- N. Frustration/stigmatisation
- O. Contrainte/menace
- P. Autre, spécifier : _____
- Q. Ne sais pas
- R. Refuser





- 4.3. 6.3 Dans toute société, les gens seront parfois en désaccord les uns avec les autres. Parfois, les désaccords dégénèrent en violence. Veuillez me dire si vous avez personnellement craint et/ou vécu l'un des types de violence suivants au cours **des deux dernières années.**

	1. Non	2. Oui, j'ai craint mais je n'ai pas vécu une violence	3. Oui, j'ai vécu une telle violence	4. Je ne sais pas	5. Refuser
a. Violences entre ethnies dans le village					
b. Violence lors d'événements ou rassemblement de partis politiques					
c. Violence lors d'une manifestation ou marche					
d. Violences causées par les forces de défense et sécurité					
e. Une attaque armée par des groupes qui recourent à la violence pour défendre des opinions religieuses ou politiques					
f. Violence liée à l'accès aux ressources (par exemple mines, forêts, éleveurs-agriculteurs)					

- 4.4. Quelle est votre position par rapport au recours à la violence contre les civils pour une cause religieuse ou politique ?
- A. Soutiens fermement
 - B. Soutiens un peu
 - C. M'oppose un peu
 - D. M'opposer fermement
 - E. Je ne sais pas
 - F. Refuser





5. PERCEPTIONS DE LA SÉCURITÉ

Maintenant, j'ai quelques questions sur la sécurité dans votre communauté et en Côte d'Ivoire plus largement.

5.1. Comment évaluez-vous la situation sécuritaire dans votre communauté à l'heure actuelle

- A. Très bien
- B. Assez bon
- C. Plutôt mauvais
- D. Très mauvais
- E. Je ne sais pas
- F. Refuser

5.2. Quels acteurs sécuritaires sont présents dans votre sous-préfecture?

[Sélectionnez tous les choix de réponses mentionnés par le répondant.]

- a. Policiers
- b. Gendarmes
- c. Militaires
- d. Douaniers
- e. Agents des eaux et forêts
- f. Dozos
- g. Groupes d'auto-défense
- h. Autre, spécifier : _____
- i. Je ne sais pas
- j. Refuser

5.3. Que pensez-vous de l'affirmation suivante : Les forces de sécurité protègent votre communauté contre les dangers et autres risques?

- A. Tout à fait d'accord
- B. Plutôt d'accord
- C. Plutôt en désaccord
- D. Fortement en désaccord
- E. Je ne sais pas
- F. Refuser

5.4. *[Présenté seulement si 5.2.f = Oui]* Que pensez-vous de l'affirmation suivante : Les dozos protègent votre communauté contre les dangers?

- A. Tout à fait d'accord
- B. Plutôt d'accord





- C. Plutôt en désaccord
- D. Fortement en désaccord
- E. Je ne sais pas
- F. Refuser

5.5. Dans quelle mesure êtes-vous préoccupés par les ex-combattants?

- A. Très préoccupé(e)
- B. Assez préoccupé(e)
- C. Pas vraiment préoccupé(e) (-> saute à 5.7)
- D. Pas du tout préoccupé(e) (-> saute à 5.7)
- E. Je ne sais pas (-> saute à 5.7)
- F. Refusez (-> sautez un 5.7)

5.6. Pouvez-vous me dire la principale raison pour laquelle vous êtes préoccupé(e) ?

[Capturez une seule réponse. Si le répondant en indique plusieurs, demandez-lui de choisir la plus importante]

5.7. Que pensez-vous de l'affirmation suivante : les jeunes représentent une menace pour la sécurité de la Côte d'Ivoire?

- A. Tout à fait d'accord
- B. Plutôt d'accord
- C. Plutôt en désaccord (-> saute à 5.9)
- D. Fortement en désaccord (-> saute à 5.9)
- E. Ne sais pas (-> saute à 5.9)
- F. Refusez (-> sautez un 5.9)

5.8. A votre avis, quelle est la principale raison pour laquelle vous pensez que les jeunes représentent une menace pour la sécurité de la Côte d'Ivoire?

[Ne pas lire les choix de réponse, à part si le répondant a besoin d'aide après avoir réfléchi. Sélectionnez une seule réponse. Si le répondant en indique plusieurs, demandez-lui de choisir la plus importante].

- A. Pas d'accès aux emplois
- B. Manque d'emplois
- C. Les jeunes s'adonnent à la délinquance et à la drogue
- D. Les jeunes rejoignent les groupes armés
- E. Les jeunes perdent les valeurs
- F. Il n'y a pas de modèles pour les jeunes
- G. Autre, spécifier : _____
- H. Je ne sais pas





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

I. Refuser





5.9. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes ?

1. Tout à fait d'accord	2. Plutôt d'accord	3. Plutôt en désaccord	4. Fortement en désaccord	5. Je ne sais pas	6. Refuse
-------------------------	--------------------	------------------------	---------------------------	-------------------	-----------

Les Forces de sécurité enquêtent sur les incidents et les crimes que nous signalons

Les Forces de sécurité commettent des violences

Injustifiées contre la population

Les Forces de sécurité ne discriminent pas les membres de la communauté

Les Forces de sécurité ne sont pas accessibles à la communauté pour discuter des questions qui nous tiennent à cœur.

Les Forces de sécurité coopèrent avec la population.

5.10. J'aimerais maintenant vous poser quelques questions sur vos expériences personnelles au cours des 12 derniers mois. S'il vous plaît dites-moi combien de fois vous avez vécu ce qui suit.

[Note: Forces de défense et de sécurité = corps habillé]

1. Toujours	2. Souvent	3. Parfois	4. Jamais	5. Je ne sais pas	6. Refuser
-------------	------------	------------	-----------	-------------------	------------

A. Vous avez personnellement rencontré des difficultés à obtenir l'aide dont vous avez besoin de la part des Forces de défense et de sécurité.





1. Toujours 2. Souvent 3. Parfois 4. Jamais 5. Je ne sais pas 6. Refuser

B. Les Forces de défense et de sécurité ont répondu rapidement à vos besoins.

C. Les forces de défense et de sécurité, vous traitent avec respect quand vous interagissez avec elles.

D. Les forces de défense et de sécurité traitent toutes les personnes de votre communauté de manière équitable, quelle que soit leur origine ethnique ou leur religion.

E. Vous avez dû personnellement offrir un pot-de-vin, un cadeau ou une faveur à un membre des forces de défense et de sécurité pour obtenir de l'aide.

5.11. [Si 5.10-E = 1, 2 ou 3] Now I would like to ask you some questions about your experiences over the past 12 months. Please tell me how many times have you experienced the following J'aimerais maintenant vous poser quelques questions sur vos expériences au cours des 12 derniers mois. S'il vous plaît dites-moi combien de fois vous avez vécu ce qui suit.

[Note: Forces de défense et de sécurité = corps habillé]

1. Toujours 2. Souvent 3. Parfois 4. Jamais 5. Je ne sais pas 6. Refuser

J'ai dû payer les Forces de défense et de sécurité sur les sites d'orpillage.

J'ai dû payer les Forces de défense et de sécurité au cours d'un contrôle de mon véhicule (ex. moto, voiture).

J'ai dû payer aux Forces de défense et de sécurité pour traverser la frontière.

J'ai dû payer les Forces de défense et de sécurité





1. Toujours 2. Souvent 3. Parfois 4. Jamais 5. Je ne sais pas 6. Refuser

parce que je n'avais pas de carte d'identité.

J'ai payé les Forces de défense et de sécurité pour les remercier de leurs services.

5.12. Quelle est la probabilité que vous signaliez des informations, telles qu'une activité suspecte, à l'armée/la police/la gendarmerie?

- A. Très probable
- B. Assez probable
- C. Assez peu probable
- D. Très improbable
- E. Je ne sais pas
- F. Refuser

6. RÉSILIENCE ET VALEURS DE TOLÉRANCE AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE ET INDIVIDUEL

J'aimerais maintenant en apprendre davantage sur la vie dans votre communauté.

6.1. Quelle est la probabilité que vous soyez disposé à discuter avec des groupes ethniques différents du vôtre afin de résoudre des différends?

- A. Très probable
- B. Assez probable
- C. Assez peu probable
- D. Très improbable
- E. Je ne sais pas
- F. Refuser

6.2. Dans quelle mesure les personnes suivantes sont-elles efficaces pour résoudre les différends dans votre communauté?

1. Très efficace	2. Efficacité	3. Inefficace	4. Très inefficace	5. Je ne sais pas	6. Refuser
------------------	---------------	---------------	--------------------	-------------------	------------

Chefs traditionnels

Chefs religieux

Membres de la famille immédiate

Membres de la famille élargie





Amis

Leaders

communautaires

Tribunaux

Elus et autorités

administratives

Police/gendarmerie

6.3. Lorsque vous avez un différend important que vous souhaitez résoudre, à qui faites-vous le plus confiance pour le résoudre efficacement?

- A. Chefs traditionnels, sages
- B. Chefs religieux
- C. Amis
- D. Autorités administratives (ex. préfet, sous-préfet)
- E. Leaders communautaires
- F. ONGs
- G. Tribunaux
- H. Elus
- I. Police/gendarmerie
- J. Dozo
- K. Moi-meme
- L. Je ne sais pas
- M. Refuser

6.4. Quelle est l'utilité des pratiques suivantes pour résoudre les conflits dans votre communauté?

	1. Très utile	2. Assez utile	3. Pas très utile	4. Pas tout utile	5. Je ne sais pas	6. Refuser pas
--	---------------	----------------	-------------------	-------------------	-------------------	----------------

Avoir des réunions avec des gens

Arbre à palabre

Les alliances inter-ethniques et parenté à plaisanterie

Utiliser la force, la coercition ou la violence

Se rendre devant les tribunaux

6.4a Quel(s) autre(s) pratique(s) sont utiles pour résoudre les conflits dans votre communauté?





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

Ne sait pas

Refuser





6.5. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes?

1. Tout à fait d'accord	2. Plutôt d'accord	3. Plutôt en désaccord	4. Pas du tout d'accord	5. Je ne sais pas	6. Refuser
-------------------------	--------------------	------------------------	-------------------------	-------------------	------------

a. Les personnes appartenant à des groupes ethniques ou religieux différents devraient avoir les mêmes droits que les autres dans ce pays

b. Je suis prêt à être ami avec quelqu'un d'un autre groupe ethnique ou religieux

c. Je ne suis pas disposé à aider quelqu'un d'un autre groupe ethnique ou religieux dans le besoin

d. Les personnes de différents groupes ethniques ou religieux n'ont pas le droit d'avoir un emploi

e. J'épouserai quelqu'un d'un autre groupe ethnique ou religieux

6.6. Au cours de la dernière année, à quelle fréquence avez-vous personnellement subi l'un des types de discrimination ou de harcèlement suivants?

1. Toujours	2. Plusieurs fois	3. Quelquefois	4. Une ou deux fois	5. Jamais	6. Je ne sais pas	7. Refuser
-------------	-------------------	----------------	---------------------	-----------	-------------------	------------

Contre votre genre

Contre votre religion

Contre votre ethnique





6.7. Veuillez me dire si les déclarations suivantes vous décrivent généralement ou non.

	1. Généralement, je décris	2. Généralement, ne me décrit pas	3. Je ne sais pas	4. Refuser
Parfois, j'utilise la violence, la force ou la menace pour résoudre des problèmes				
Quand j'ai un problème et besoin de parler à quelqu'un, j'ai des amis ou de la famille à qui parler.				
Je ne me sens pas capable de subvenir aux besoins de ma famille				
Il y a des gens que je peux admirer dans ma communauté				
J'ai de bonnes relations avec mes amis et ma famille				
Je n'ai pas l'impression que les gens me respectent				
Je suis confiant de pouvoir protéger ma famille				
Souvent, j'ai peur				
Je crois que j'ai un brillant avenir				
J'ai de bonnes relations avec mes amis et ma famille				

6.8. Que pensez-vous des affirmations suivantes?

a. Tous les habitants de ma ville/village/municipalité ont le sentiment d'appartenir à la communauté	1. Fortement en désaccord
b. Ma commune traite équitablement tous ses habitants, quelle que soit leur origine	2. Plutôt en désaccord
c. Ma ville/village/municipalité a des leaders efficaces	3. Plutôt d'accord
d. Ma ville/village/municipalité a des dirigeants qui tiennent compte de mon avis	4. Tout à fait d'accord
e. Ma ville/village/municipalité travaille avec des organisations et des agences à l'extérieur de la municipalité pour faire avancer les choses	5. Je ne sais pas
f. Les habitants de ma ville/village/municipalité discutent des problèmes en groupe afin d'améliorer la communauté	6. Refuser
f. Dans l'ensemble, il y a une confiance accrue entre les communautés dans les zones frontalières	





J'ai maintenant quelques questions sur les efforts que vous avez peut-être faits pour partager vos points de vue avec des autorités locales ou des leaders communautaires..

6.9. Avez-vous déjà entrepris des démarches pour contacter vos autorités locales ou vos leaders communautaires pour une situation quelconque?

- a. Oui, leaders communautaires
- b. Oui, les autorités locales
- c. Non (-> sauteuse a 6.12)
- d. Ne sais pas (-> saute à 6.12)
- e. Refusez (-> sautez a 6.12)

6.10. Vos démarches vous ont-elles offert l'opportunité d'exprimer vos points de vue, opinions ou préoccupations aux autorités ou aux leaders de votre communauté?

- a. Oui
- b. Non
- c. Je ne sais pas
- d. Refuser

Et maintenant quelques questions sur les expériences des femmes et des hommes dans notre pays.en and men in our country.

6.11. Que pensez-vous des affirmations suivantes?

	1. Tout à fait d'accord	2. Plutôt d'accord	3. Plutôt en désaccord	4. Pas tout d'accord	5. Je ne sais pas	6. Refuser
--	-------------------------	--------------------	------------------------	----------------------	-------------------	------------

Les femmes et les hommes devraient prendre ensemble les décisions financières pour la famille

Les hommes devraient décider comment une femme dépense ses revenus

Une femme devrait pouvoir avoir et gérer son propre compte bancaire

Les femmes devraient pouvoir occuper des fonctions publiques

6.12. Avez-vous subi des violences physiques au cours des 12 derniers mois?

- A. Oui





- B. Non (-> saut à 6.15)
- C. Ne sais pas (-> saute à 6.15)
- D. Refusez (-> sautez a 6.15)

6.13. Où avez-vous subi des violences physiques?

[Sélectionnez tous les choix de réponse applicables]

- a. À la maison
- b. À l'école
- c. Au travail
- d. Au marché
- e. Autre : _____
- f. Je ne sais pas
- g. Refuser

6.14. Laquelle des personnes ou structures suivantes est la plus susceptible de fournir une assistance efficace pour protéger les femmes contre les violences physiques?

- A. Un membre féminin de la famille ou de la communauté
- B. Un membre masculin de la famille ou de la communauté
- C. Police/gendarmerie
- D. Un hôpital ou une clinique
- E. Une école
- F. Une ONG
- G. Assistance sociale
- H. Autre [PRÉCISER] _____
- I. Je ne sais pas
- J. Refuser

6.15. Que pensez-vous de l'affirmation suivante : Les femmes ne devraient jamais être soumises à aucune forme de violence.

- A. Tout à fait d'accord
- B. Plutôt d'accord
- C. Plutôt en désaccord
- D. Pas du tout d'accord
- E. Je ne sais pas
- F. Refuser





6.16. Que pensez-vous des affirmations suivantes:

1. Tout à fait d'accord	2. Plutôt d'accord	3. Plutôt en désaccord	4. Pas du tout d'accord	5. Je ne sais pas	6. Refuser
-------------------------	--------------------	------------------------	-------------------------	-------------------	------------

Les hommes font de meilleurs leaders que les femmes

Une éducation universitaire pour les filles est tout aussi importante que celle pour les garçons

Les hommes et les femmes devraient avoir les mêmes droits d'hériter de la terre et des biens familiaux

Le mari doit avoir le dernier mot en matière familiale

Les femmes devraient avoir le droit d'accéder aux informations sur le planning familial et d'utiliser les contraceptifs.

6.17. Que pensez-vous de l'affirmation suivante : Il est acceptable de résoudre les problèmes entre voisins avec la violence.

- A. Tout à fait d'accord
- B. Plutôt d'accord
- C. Plutôt en désaccord
- D. Pas du tout d'accord
- E. Je ne sais pas
- F. Refuser





6.18. Dans quelle mesure avez-vous une opinion favorable ou défavorable des groupes suivants?

	1. Très favorable	2. Plutôt favorable	3. Plutôt défavorable	4. Très défavorable	5. Je ne sais pas	6. Refuser
a. Malinke						
b. Lobi						
c. Mossi						
d. Peul						
e. Koulango						
f. Senoufo						
g. Lorhon						
h. Mianga						
i. Lôgôman						
j. Kamara						
k. Kômônou						

7. Signaux Précurseurs

7.1. Y a-t-il eu des cas de braquages de banques ou de supermarchés dans votre sous-préfecture au cours des 12 derniers mois?

[Cibles de braquages incluent banques, pisteurs, points d'argent mobile, commerçants, collecteurs d'or].

- a. Oui
- b. Non (-> saut à 7.5)
- c. Ne sais pas (-> saute à 7.5)
- d. Refusez (-> sautez un 7.5)

7.2. Ces braquages ont-ils augmenté, diminué ou n'y a-t-il eu aucun changement?

- A. Beaucoup augmenté
- B. Légèrement augmenté
- C. Pas de changement (-> saute a 7.4)
- D. Légèrement diminué (-> saute à 7.4)
- E. Beaucoup diminué (-> saute a 7.4)
- F. Ne sais pas (-> saute à 7.4)
- G. Refusez (-> sautez un 7.4)





7.3. Environ combien de braquages ont été commis au cours des 12 derniers mois?

- A. 1
- B. 2-3
- C. 4-5
- D. Plus de 5
- E. Je ne sais pas
- F. Refuser

7.4. Selon vous, qui est le plus responsable de ces braquages?

[Ne pas lire les choix de réponse]

- A. Groupes qui recourent à la violence pour atteindre des objectifs religieux ou politiques
- B. Gangs / Bandits
- C. Gens des pays voisins
- D. Un certain groupe ethnique
- E. Ex-combattants
- F. Autre [veuillez préciser] _____
- G. Ne sais pas
- H. Refuser

7.5. Y a-t-il eu des cas d'enlèvements contre rançon dans votre sous-préfecture au cours des 12 derniers mois?

- a. Oui
- b. Non (-> sautez un 7.9)
- c. Ne sais pas (-> saute à 7.9)
- d. Refusez (-> sautez un 7.9)

7.6. Ces enlèvements contre rançon dans votre sous-préfecture ont-ils augmenté, diminué ou n'y a-t-il eu aucun changement?

- A. Beaucoup augmenté
- B. Légèrement augmenté
- C. Pas de changement (-> saute à 7.8)
- D. Légèrement diminué (-> saute à 7.8)
- E. Beaucoup diminué (-> saute a 7.8)
- F. Ne sais pas (-> saute à 7.8)
- G. Refusez (-> sautez un 7.8)





7.7. Au cours des 12 derniers mois, combien d'enlèvements contre rançon ont eu lieu dans votre sous-préfecture?

- A. 1
- B. 2-3
- C. 4-5
- D. Plus de 5
- E. Je ne sais pas
- F. Refuser

7.8. Selon vous, qui est le plus responsable de ces enlèvements?

[Ne pas lire les choix de réponse.]

- A. Groupes qui recourent à la violence pour atteindre des objectifs religieux ou politiques
- B. Gangs / Bandits
- C. Gens des pays voisins
- D. Un certain groupe ethnique
- E. Ex-combattants
- F. Le gouvernement
- G. Autre [veuillez préciser] _____
- H. Je ne sais pas
- I. Refuser

7.9. À votre avis, dans quelle mesure les pratiques sociales et religieuses dans votre sous-préfecture ont-elles changé au cours des 12 derniers mois?

- A. Beaucoup
- B. Un peu
- C. Seulement un petit peu
- D. Aucun changement [→ saute à 7.12]
- E. Je ne sais pas [→ saute à 7.12]
- F. Refusez [→ saute à 7.12]

7.10. Quel(s) changement(s) se sont-ils produits dans les pratiques sociales et religieuses dans votre sous-préfecture au cours des 12 derniers mois?

[Ne pas lire les choix de réponse. Sélectionnez tous les choix de réponse mentionnés.]

- A. Les femmes et les filles sont tenues de se couvrir
- B. Les hommes sont tenus de porter la barbe
- C. Il existe des interdictions de vente d'alcool, de cigarettes
- D. Fermetures de bars/restaurants/maquis
- E. Les filles n'ont pas le droit d'aller à l'école





- F. Autres (précisez) _____
- G. Ne sais pas
- H. Refuser

7.11. [Boucle - chaque réponse sélectionnée en 7.10 doit être soulevée ici] À votre avis, qui est le plus responsable de ces changements ?

[Ne pas lire les choix de réponse.]

- Autorités administratives (préfets, sous-préfets, maires)
- Imams/leaders musulmans
- Prêtres/pasteurs/personnalités ecclésiastiques
- Hommes non-identifiés
- Groupes qui recourent à la violence pour atteindre des objectifs religieux ou politiques
- Gens des pays voisins
- Chefs traditionnels
- Leaders communautaires
- Un certain groupe ethnique
- Autre (précisez) _____
- Je ne sais pas
- Refuser

7.12. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous remarqué un changement dans le nombre de sites d'orpaillage illégal exploités dans votre sous-préfecture?

- A. Oui
- B. Non (-> sautez à 7.14)
- C. Don't know (-> sautez à 7.14)
- D. Refuse (-> sautez à 7.14)

7.13. À votre avis, qui exploite le plus probablement ces sites d'orpaillage illégal?

[Ne pas lire les choix de réponse.]

- A. Personnalités politiques
- B. Gangs/Bandits
- C. Groupes qui recourent à la violence pour atteindre des objectifs religieux ou politiques
- D. Gens des pays voisins
- E. Chefs traditionnels
- F. Leaders communautaires
- G. Un certain groupe ethnique
- H. Autre (précisez) _____
- I. Je ne sais pas
- J. Refuser





7.14. J'aimerais vous poser quelques questions supplémentaires sur vos expériences et observations des développements dans notre communauté au cours des 12 derniers mois.

Au fur et à mesure que je lis chacune des expériences, veuillez me dire (1) à quelle fréquence vous l'avez vécue ou observée et (2) si vous l'avez vécue ou observée plus ou moins souvent que les années précédentes.

[Boucle - pour chaque objet pour lequel la fréquence est « Jamais », « Ne sais pas » ou « Refuse », ne pas poser la question sur le changement par rapport aux années précédentes].

	Fréquence durant les 12 derniers mois	Changement par rapport aux années précédentes
a. Des gens qui vendent des motos volées sur le circuit	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse
b. Des jeunes payés par des individus pour travailler dans des sites d'orpaillage illégal	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse
c. Conflits entre agriculteurs et éleveurs	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse
d. Discours public promouvant la haine et la violence (ex. discours anti-occidental / intolérance religieuse/ discours anti-peul)	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse
e. Des forces de sécurité agissant de manière abusive envers les gens.	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse
f. Construction d'infrastructures (ex. puits, édifices religieux, écoles confessionnelles) par des privés.	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse





	Fréquence durant les 12 derniers mois	Changement par rapport aux années précédentes
g. Un certain nombre de personnes (hors corps habillé et dozoz) portant des armes à feu.	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse
h. Coupeurs de route, gangs ou bandits	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse
i. Cattle theft	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse
j. Traffickers of cigarettes, fuel, weapons, medicines, or drugs	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse
k. Forcing to pay taxes to groups without official authority	Souvent/Parfois/ Rarement/Jamais/ Ne sais pas/ Refuser	Augmentation significative/Petite augmentation/Aucun changement/Petite diminution/Diminution significative/Ne sais pas/ Refuse





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

NORC at the
University of
Chicago

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

7.15. [Boucle - Pour chaque expérience de Q7.14 pour laquelle le répondant a choisi « AUGMENTATION SIGNIFICATIVE » ou « PETITE AUGMENTATION », poser cette question]. A votre avis, qui est principalement responsable de [Expérience de Q7.14] ?

[Ne pas lire les choix de réponse.]

- A. Ex-combattants
- B. Groupes qui recourent à la violence pour atteindre des objectifs religieux et politiques
- C. Les jeunes de la communauté
- D. Un certain groupe ethnique
- E. Bandits ou gangs locaux
- F. Le gouvernement
- G. Gens des pays voisins
- H. Les orpailleurs
- I. Autre, spécifier : _____
- J. Ne sais pas
- K. Refuser

Merci beaucoup pour votre temps et votre coopération !!





8. Questions sur l'entretien à l'attention de l'enquêteur

8.1. Combien d'autres personnes étaient présentes à un moment quelconque de l'entretien ?

- a. Aucune, le répondant était seul avec moi (-> saute a 8.3)
- b. Le répondant et une autre personne
- c. Le répondant et plusieurs autres personnes

8.2. Pensez-vous que la présence de cette personne a influencé la façon dont le répondant a répondu aux questions ?

- a. Oui
- b. Non

8.3. Notes sur le déroulement de l'entretien et l'attitude du répondant (par exemple, personne distraite, pressée, peu coopérative, etc.) _____



